

Commissie voor Energie, Leefmilieu
en Klimaat

van

DINSDAG 15 JULI 2025

Namiddag

Commission de l'Énergie, de
l'Environnement et du Climat

du

MARDI 15 JUILLET 2025

Après-midi

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.07 uur en voorgezeten door de heer Jeroen Soete.

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 07 et présidée par M. Jeroen Soete.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

01 Question de Marie Meunier à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le plan national de restauration de la nature" (56005323C)

01 Vraag van Marie Meunier aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het nationaal natuurherstelplan" (56005323C)

01.01 **Marie Meunier** (PS): Monsieur le ministre, nous disposons encore d'un an pour soumettre à la Commission européenne le plan national de restauration de la nature. Plusieurs ONG environnementales appellent à élaborer un plan ambitieux, à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux. Cette demande est appuyée par une étude récente de VITO, qui dresse un constat assez alarmant. Elle montre que la restauration de la nature en Belgique serait synonyme de rentabilité économique et sociale: jusqu'à 51 euros de retour pour chaque euro investi, via le stockage du carbone, la protection contre les inondations, la purification de l'eau ou encore les retombées pour la santé publique.

Ces chiffres confirment que la restauration de la nature est bien plus qu'une nécessité vitale, c'est un levier économique et social majeur.

Monsieur le ministre, quelle est votre réaction face à ces conclusions et à l'appel des ONG? Pouvez-vous nous assurer que le plan national de restauration que la Belgique remettra à la Commission intégrera cette logique d'investissements à long terme? Merci pour vos réponses.

01.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Madame Meunier, l'étude de VITO que vous mentionnez vient confirmer de nombreuses analyses menées à différentes échelles, y compris internationales. Investir dans la nature et sa résilience n'est pas seulement indispensable, c'est aussi un choix judicieux d'un point de vue économique. La restauration des écosystèmes et les solutions fondées sur la nature offrent des réponses efficaces à de nombreux défis environnementaux et sociétaux, tout en permettant d'éviter les coûts élevés de l'inaction ou en se révélant plus avantageuses que certaines solutions traditionnelles.

La restauration de 30 % de toutes les zones naturelles dégradées d'ici à 2030 est un des objectifs majeurs du Cadre mondial pour la biodiversité. Pour y parvenir, la loi européenne sur la restauration de la nature prévoit que les États membres instaurent des mesures de restauration dans au moins 20 % des zones terrestres et 20 % des zones maritimes de l'Union d'ici 2030. Et d'ici 2050, ces mesures devraient concerner tous les écosystèmes nécessitant une restauration.

Je tiens cependant à rappeler que la mise en œuvre de cette loi en Belgique relève des compétences des Régions pour les écosystèmes terrestres et de la compétence de ma collègue Annelies Verlinden pour la mer du Nord. Cela ne m'a pas empêché d'aller à Nice, quand même – et à Rome aussi – pour négocier tout ce qu'il fallait. Mon administration participe au comité national d'experts chargé de mettre

en œuvre la loi et d'élaborer un plan national coordonné de restauration de la nature. Elle y apporte son expertise de terrain, afin de contribuer aux efforts nationaux dans le cadre du programme BiodiversiScape et d'accompagner le processus.

Par ailleurs, mon administration coordonne le développement d'un plan national de financement de la biodiversité, dont les résultats devront bénéficier à la mise en œuvre du plan national de restauration de la nature. Désolé de ne pas avoir plus de compétences fonctionnelles en la matière, il faut en laisser un peu aux autres aussi.

01.03 Marie Meunier (PS): Merci monsieur le ministre pour votre réponse. Nous ne manquerons pas d'interpeller votre collègue la ministre chargée de la Mer du Nord sur le sujet.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Samengevoegde vragen van

- Steven Coenegrachts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het tijdig indienen van een sociaal klimaatplan bij de Europese Commissie" (56005543C)
- Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het Belgisch sociaal klimaatplan in het kader van het Europees Sociaal Klimaatfonds" (56005945C)
- Marie Meunier aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De stand van zaken betreffende het sociaal klimaatplan" (56006893C)
- Phaedra Van Keymolen aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De stand van zaken betreffende het sociaal klimaatplan" (56006589C)

02 Questions jointes de

- Steven Coenegrachts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "La remise dans les délais auprès de la Commission européenne d'un plan social pour le climat" (56005543C)
- Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le plan social climat belge dans le cadre du Fonds social européen pour le climat" (56005945C)
- Marie Meunier à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "L'état des lieux du plan social pour le climat" (56006893C)
- Phaedra Van Keymolen à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "La situation concernant le plan social pour le climat" (56006589C)

De **voorzitter**: De heer Coenegrachts is nog niet aanwezig. Wij zullen hem nog even respijt geven. De heer Ravyts mag de spits afbijten.

02.01 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, iedereen ligt blijkbaar wakker van ETS2. Ook uw coalitiepartner, de heer Bouchez, ziet plots een gevaar opduiken voor de vele mensen in Wallonië die bijvoorbeeld met stookolie verwarmen. Er is zelfs een schrijven gericht aan de Europese Commissie door een aantal EU-lidstaten. Dat betekent niet dat die het principe in vraag stellen, maar ze hebben wel vragen en suggesties bij de uitvoeringsmodaliteiten.

Normaal gezien moest u tegen 30 juni 2025 een Belgisch sociaal klimaatplan klaar hebben. U zult me ongetwijfeld een stand van zaken kunnen geven. Ik meen in de plenaire vergadering van enkele weken geleden van u te hebben gehoord dat u tegen 21 juli 2025, dus volgende week, wilde landen. Ik vermoed dat het onderwerp vannacht ook ter sprake is gekomen in de kern, die u net als de kroon wellicht niet zult ontbloten.

Ik probeer niettemin een vraag te stellen. Wat is de stand van zaken?

Mijnheer de voorzitter, ik zal mijn volledige vraag niet aflezen. Hoe zal de verdeling binnen België over de gewesten gebeuren? Is al een autoriteit aangesteld die verantwoordelijk is voor de technische bijstand en de administratieve opvolging van die Europese middelen?

Mijnheer de minister, ik zou echt een oproep aan u willen doen, niet voor mijn partij maar voor de mensen: waak erover dat de sociaal kwetsbaren niet het slachtoffer worden. Kijk naar de Vlaamse regering – ik mag ook eens iets goeds zeggen over de Vlaamse regering, nietwaar mevrouw van Riet? Die heeft niet alleen een taxshift ingevoerd, maar ook een *tax cut*. Ze compenseert dus ook de mensen

die nog met fossiele brandstoffen verwarmen.

02.02 Marie Meunier (PS): Monsieur le ministre, dans votre note d'orientation politique, qui a été approuvée récemment, on peut lire que "le gouvernement fédéral s'en tient quoi qu'il en soit aux objectifs fixés dans le cadre du Green Deal. Au cours de cette législature, je m'engagerai donc pleinement en faveur de la transposition intégrale et de la mise en œuvre équitable de la directive ETS révisée, avec la mise en œuvre du nouvel ETS2 qui débutera pleinement en 2027".

Cette mesure est aujourd'hui remise en cause par des partenaires de majorité, notre collègue vient d'ailleurs d'en citer un. Je renvoie aux échanges en séance plénière ce 10 juillet. De plus, la ministre régionale Cécile Neven a annoncé que la Belgique avait adressé avec 17 autres États membres un *non-paper* à l'Europe pour demander un report ou des modifications substantielles.

Et il est vrai qu'un problème se pose: c'est le coût pour le citoyen, qui a été chiffré par le Bureau fédéral du Plan. Il est estimé entre 250 et 400 euros supplémentaires en moyenne annuelle. Et, pour ceux qui se chauffent au mazout (c'est le cas de nombreux Wallons), c'est même 548 euros. Et, si le logement est mal isolé, c'est plus cher encore. Les ménages les plus modestes seront donc plus affectés que les autres.

Monsieur le ministre, tout cela démontre la nécessité d'avancer au plus vite, avec des mesures structurelles pour faire baisser la facture des ménages, pour isoler les logements et pour faciliter l'accès aux pompes à chaleur, notamment. Et tout cela démontre aussi l'urgence d'un plan social pour le climat, qui permettrait d'atténuer l'impact pour les ménages les plus vulnérables. Le Plan Social Climat (PSC) aurait dû être remis à la Commission européenne le 30 juin 2025, malheureusement l'échéance a été dépassée.

Quelle est la position du gouvernement fédéral sur la mise en œuvre et l'entrée en vigueur d'ETS2 en 2027? Quel est le contenu du *non-paper* envoyé à l'Europe? Le gouvernement fédéral a-t-il pris part à cette initiative? Quelle a été la teneur des discussions au sein du gouvernement sur le sujet?

Comment réagissez-vous à l'étude du Bureau fédéral du Plan concernant l'impact sur les ménages? Quelles sont vos mesures pour faire baisser la facture des ménages, en particulier les classes moyennes et les plus vulnérables? Où en est la rédaction du plan social pour le climat?

02.03 Phaedra Van Keymolen (cd&v): Mijnheer de minister, op 30 juni liep de deadline af voor de indiening van het nationale sociaal klimaatplan bij de Europese Commissie, als sleutelvoorwaarde om middelen uit het Europees Sociaal Klimaatfonds te kunnen benutten. Dat plan moet duidelijk maken hoe we kwetsbare huishoudens en kleine ondernemers zullen ondersteunen in de omslag die hen te wachten staat door de invoering van het emissiehandelssysteem ETS2, vanaf 2027.

Vlaanderen had tijdig zijn luik klaar. Tegelijk bleven knopen op federaal niveau en in de interfederale afstemming onopgelost. Dat leidt tot begrijpelijke vragen op het terrein. Wie neemt de regie op? Welke middelen gaan waarnaartoe? En vooral, wie garandeert dat die ondersteuning ook echt bij de mensen terechtkomt die ze het hardst nodig hebben?

Voor mij is het alvast duidelijk, het sociaal klimaatplan moet een hefboom zijn voor structurele maatregelen, zoals renovatieprojecten, duurzame verwarming en toegankelijke mobiliteit, vooral voor wie daartoe vandaag de middelen of mogelijkheden niet heeft.

Is het sociaal klimaatplan inmiddels ingediend bij de Europese Commissie? Zo niet, wanneer verwacht u dat dit alsnog zal gebeuren? Wat zijn de gevolgen van het uitstel voor het verdere traject?

Hoe zit het met de cofinanciering van ongeveer 600 miljoen euro? Kunt u meegeven hoe minstens een gedeelte ervan intussen geborgd is binnen de federale begroting?

Welke concrete maatregelen zal de federale overheid in het kader van het sociaal klimaatplan nemen ter ondersteuning van onze meest kwetsbare huishoudens en ondernemers?

Hoe verloopt de interfederale samenwerking momenteel concreet? Op welke manier bewaakt de federale overheid de samenhang en vooruitgang in dit dossier?

Is intussen duidelijk welke instantie binnen de federale administratie verantwoordelijk wordt voor de opvolging en praktische organisatie van het Sociaal Klimaatfonds?

02.04 Jean-Luc Crucke, ministre: Monsieur le président, chers collègues, au-delà des chiffres, l'enjeu fondamental de l'ETS2 réside dans le soutien que nous souhaitons et devons apporter, comme vous l'avez précisé, aux ménages et aux entreprises les plus fragiles. Il est, en effet, important d'avoir à l'esprit que l'impact social de l'ETS2 sera notamment déterminé par l'usage qui sera fait des recettes générées par ce mécanisme. Son avantage est qu'il génère des recettes, qui peuvent ensuite être redistribuées pour accélérer la transition climatique.

De bevoegdheidsverdeling maakt dat de federale hefboomen zich vooral bevinden in de ondernemingsfiscaliteit en de voorziening van directe inkomstensteun aan kwetsbare gezinnen. De Europese Commissie verwacht dat dergelijke maatregelen tijdelijk en regressief zijn en gekoppeld aan structurele maatregelen, zoals renovatiemaatregelen of een betere toegang tot duurzame mobiliteit. Deze structurele maatregelen vallen onder de gewestelijke bevoegdheid. Om mogelijke federale maatregelen voor inkomstensteun af te stemmen op gewestelijke materie is het nodig dat het Overlegcomité eerst beslist over de verdeling van de middelen.

Dans le cadre du Fonds social climat, deux mesures sont sur la table des négociations. La première mesure consiste en une aide directe au revenu énergétique, destinée aux ménages précaires bénéficiant déjà d'un soutien via le Fonds social mazout. Pour les ménages vulnérables qui se chauffent au gasoil de chauffage, au pétrole lampant, au gaz propane en vrac, une allocation forfaitaire annuelle par ménage sera octroyée. Ces ménages seraient identifiés sur la base d'une enquête sociale. En ce qui concerne les ménages précaires utilisant le gaz naturel, généralement soutenus via le Fonds gaz et électricité, un fonds séparé serait mis en place afin de couvrir une partie des factures impayées de gaz. Seule la part de la facture imputable à l'ETS2 serait éligible à cette intervention, sur la base d'un taux fixe correspondant à la hausse induite par l'ETS2 sur la facture.

Les bénéficiaires de cette aide seraient également informés et accompagnés de manière proactive au sujet des autres mesures structurelles mises en œuvre par les Régions afin de maximiser leur accès aux solutions à long terme.

La deuxième mesure fédérale prévoit une augmentation du taux actuel de déduction fiscale thématique en faveur des micro-entreprises vulnérables; cette majoration viserait les entreprises qui relèvent de la définition de l'Union européenne, qui sont particulièrement exposées aux effets de l'ETS2. Le reste des recettes issues de l'ETS2, soit entre 5,4 et 7,6 milliards d'euros pour la Belgique sur la période 2027-2030, sera également mobilisé pour accompagner les ménages et les entreprises dans la transition climatique. L'usage de ces recettes doit encore être discuté au sein du gouvernement.

De deadline van 30 juni is verstreken, maar we doen er alles aan om zo snel mogelijk een Belgisch sociaal klimaatplan in te dienen. Nu de administratieve en technische werkzaamheden zijn afgerond, werken we parallel aan een akkoord over de verdeling van de middelen uit het Sociaal Klimaatfonds en over de beheersstructuur die moet zorgen voor de correcte implementatie, monitoring en rapportering van de geplande maatregelen en investeringen.

Deze maatregelen kunnen pas effectief worden uitgevoerd als er meer duidelijkheid is over de verdeling van de middelen tussen de gewesten en de federale overheid. De gesprekken daarover zijn nog steeds aan de gang, maar ik hoop binnenkort tot een akkoord te komen. Ik heb daarover vanavond nog een vergadering. De definitieve vaststelling van het plan zou dan vrij snel moeten plaatsvinden en ik behoud dus de datum van 29 juli.

Boven op zijn aandelen in de Europese inkomsten zal België zelf een cofinanciering moeten verzekeren die minstens 25 % van de totale kosten van het Belgisch sociaal klimaatplan vertegenwoordigt, te verdelen tussen de gefedereerde entiteiten en de federale overheid in verhouding tot hun aandeel uit het Sociaal Klimaatfonds. De voorfinanciering van de aangenomen maatregelen moet dus ook nog worden bepaald.

Nous espérons qu'un accord en CodeCo pourra être obtenu afin de pouvoir transmettre le Plan Social Climat à la Commission européenne le plus rapidement possible après l'été.

U vraagt of er al een autoriteit is aangesteld die verantwoordelijk is voor de technische bijstand en de administratieve opvolging van het fonds.

De Nationale Klimaatcommissie heeft op 22 april 2025 beslist dat het federale niveau verantwoordelijk is om de rol van bevoegde autoriteit op zich te nemen. Daardoor komt de algemene coördinatie en administratieve opvolging van het fonds, met inbegrip van het opstellen en opvolgen van betalingsaanvragen op basis van behaalde mijlpalen, het overmaken van die aanvragen aan de Europese Commissie en het doorstorten van de middelen, bij de federale overheid te liggen. De federale overheid zou daarom aanspraak moeten kunnen maken op de middelen uit het Sociaal Klimaatfonds die beschikbaar zijn voor technische bijstand, om de kosten te dekken die gepaard gaan met die coördinerende functie.

Een andere vraag betreft de rol van de federale overheid in de coördinatie van het plan en de samenwerking met de gewesten. De interfederale samenwerking verloopt goed en wordt binnen de administraties opgevolgd via de werkgroep Sociaal Klimaatfonds van de Nationale Klimaatcommissie. Die werkgroep stemt wekelijks of tweewekelijks af en wordt in haar werkzaamheden ondersteund door het Technical Support Instrument, aangeboden door de Europese Commissie, net als bij negen andere lidstaten. De werkgroep heeft regelmatig overleg met de stakeholders, zowel over de prijsimpact van het ETS2 op kwetsbare doelgroepen als over de impact van mogelijke maatregelen. Politiek overleg vindt plaats op het niveau van de plenaire vergadering van de Nationale Klimaatcommissie. Een sterke governancearchitectuur, met een splitsing van verantwoordelijkheden inzake implementatie, opvolging, controle en audit, zal deel uitmaken van het sociaal klimaatplan.

Er was nog een vraag over wat de mogelijke gevolgen zijn als België de deadline van 30 juni 2025 niet haalt, zowel financieel als juridisch. Er zijn geen juridische of financiële gevolgen als België het Sociaal Klimaatplan niet uiterlijk op 30 juni indient. Het voor België voorziene budget van 1,66 miljard euro blijft ongewijzigd. Het enige gevolg is een mogelijke vertraging in de inwerkingtreding en uiteraard de noodzaak voor de autoriteiten om het implementatieschema zorgvuldig op te stellen, zodat de doelstellingen kunnen worden gehaald en aan de voorwaarden voor het verkrijgen van Europese fondsen wordt voldaan. Dat is echter een kwestie van rigoureuze programmering.

U vroeg ook hoe het zit met de cofinanciering van ongeveer 600 miljoen euro en hoe minstens een gedeelte ervan intussen gebruikt is binnen de federale begroting. Elke entiteit is zelf verantwoordelijk voor het pro rata voorzien van de 25 % cofinanciering van de eigen maatregelen. De grootte van de federale cofinanciering zal dus opnieuw afhangen van het deel dat het federale deel zal toekomen. Dat is nog in onderhandeling. De borging van die middelen is nog niet voorzien in de federale begroting en zal afhankelijk zijn van de uiteindelijke maatregelen. Lidstaten zijn vrij om de cofinanciering te voorzien via de veiling van de inkomsten van ETS2. Indien het federale niveau of een andere entiteit van die mogelijkheid zou gebruikmaken, kan de cofinanciering pas worden verzekerd zodra in de lopende onderhandelingen een akkoord wordt gesloten over de *burden sharing*.

Quelle est la position du gouvernement fédéral sur la mise en œuvre et l'entrée en vigueur de l'ETS2 en 2027? Le système d'échange des quotas d'émission est une des pierres angulaires de la politique climatique européenne. L'élargissement de ce système au secteur du bâtiment, des transports et de la petite industrie est à cet égard crucial pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre déjà convenus par l'Union européenne et les États membres.

Le signal pris qui sera ainsi créé soutiendra des investissements plus durables et rendra, (puisque vous l'avez cité en exemple) les pompes à chaleur, l'isolation des bâtiments ou les véhicules électriques plus attractifs par rapport à leur alternative responsable de l'émission de gaz à effet de serre. Il est, néanmoins, très important que les revenus générés par cette mesure soient redistribués aux ménages et aux entreprises belges afin que la transition se fasse équitablement pour chacun. Les recettes directes pour la Belgique provenant de l'ETS2 sont estimées osciller entre 5,4 et 7,6 milliards d'euros pour la période 2027-2030 en fonction de plusieurs hypothèses dont le prix de la tonne de carbone.

L'accord de coalition stipule que ces ressources seront utilisées pour soutenir la transition des citoyens et des entreprises à travers des mesures et avantages fiscaux. La préparation de la mise en œuvre de l'ETS2 a déjà commencé et se déroule sans accroc. Depuis 2024, les entités réglementées, les distributeurs de carburant fournissent des rapports sur les quantités de carburant mises sur le marché,

tandis qu'à partir de 2028, elles devront restituer une certaine quotité de quotas d'émissions pour compenser leurs émissions générées en 2027.

En complément du prix carbone européen, nous étudierons la manière de renforcer le signal de prix en faveur des solutions décarbonées, comme mentionné dans l'accord de gouvernement. Le gouvernement favorisera donc la décarbonation de la consommation et recherchera comment concrétiser un signal de prix favorable à l'électricité et aux combustibles neutres en carbone et défavorable aux combustibles fossiles afin de rendre les alternatives bas carbone encore plus attractives.

Quel est le contenu d'un *non-paper* envoyé à l'Europe? Le gouvernement fédéral a-t-il pris part à cette initiative et quel est l'état des discussions au sein du gouvernement?

La Belgique a signé, avec 17 autres États membres, un *non-paper* adressé à la Commission européenne concernant l'incertitude liée au niveau des prix futurs et à la volatilité des prix dans le cadre de l'ETS2. Les signataires ne demandent ni de reporter ni de supprimer l'ETS2. Au contraire, ils soulignent que l'ETS2 sera un instrument essentiel pour atteindre les réductions d'émissions dans les secteurs du bâtiment et des transports en combinaison avec d'autres politiques sectorielles et mesures de soutien nécessaires à la décarbonisation de ces secteurs – ce qui fut ma plaidoirie à Copenhague cette semaine.

Par le biais de ce *non-paper*, les États signataires appellent à garantir les estimations de prix fiables dans le but de prévenir les fluctuations excessives et les hausses soudaines. Cela permettrait la mise en place de politiques d'accompagnement adaptées ainsi qu'un soutien social approprié. Une trajectoire des prix prévisible et rigoureusement définie est également cruciale pour préserver la confiance du public dans ce mécanisme. Dans ce document, il est donc demandé à la Commission de publier régulièrement des informations afin d'améliorer les prévisions de prix pour l'ETS2. Ces informations aideront les autorités nationales à mieux planifier leur politique. Les mesures de soutien aideront les consommateurs à anticiper la rentabilité des investissements en bas carbone et amélioreront de manière générale la prévisibilité et l'efficacité du signal prix du carbone.

Ce document propose également d'examiner plusieurs autres mesures complémentaires: le lancement d'enchères anticipées de quotas dès 2026 afin de réduire l'incertitude sur les prix en 2027, un assouplissement des conditions de déclenchement de la réserve de stabilité du marché afin de limiter la volatilité et d'augmenter les volumes libérés par cette réserve en cas de tension sur le marché, la prolongation de la durée de vie de la réserve au-delà de 2031 et, enfin, le renforcement des mécanismes de contrôle des prix. Ces mesures sont essentielles car ce sont elles qui permettront une certaine maîtrise de l'évolution des prix du carbone.

Concernant l'étude du Bureau du Plan sur l'impact sur les ménages, j'ai pris connaissance de cette étude évaluant l'impact de l'ETS2 sur les ménages belges – pas sur les microentreprises –, sur la base du modèle EUROMOT. Cette étude est une contribution intéressante au débat sur l'ETS2 et sur ses mesures d'accompagnement. Elle contribue à identifier objectivement les types de ménage qui sont susceptibles d'être touchés par ce signal-prix envoyé par l'ETS2 et nous informe, dès lors, sur le type de mesures qui doivent être mises en place afin d'éviter ou de compenser un tel impact et faciliter la transition de ces ménages.

Il s'agit d'un important rappel. Nous devons mettre en place des mesures d'accompagnement solides afin de soutenir les ménages et les entreprises les plus vulnérables à l'ETS2. Plusieurs nuances peuvent, néanmoins, être apportées vis-à-vis des résultats obtenus par le Bureau fédéral du Plan. Premièrement, le prix de l'ETS2 n'est pas encore connu, ce qui empêche évidemment de calculer avec précision son impact réel sur les ménages. Deuxièmement, l'étude se fonde sur les données de consommation énergétique de 2015 issues des enquêtes sur les budgets des ménages. Cela conduit à mon sens à une surestimation de l'impact de l'ETS2, car la consommation actuelle de combustibles fossiles est déjà nettement plus faible en raison des efforts consentis en matière d'efficacité énergétique et d'électrification.

Pour ces raisons, nous nous attendons également à ce que la consommation des ménages continue à diminuer à l'horizon 2030. Troisièmement, ces analyses reposent sur les résultats d'une enquête, laquelle ne constitue pas toujours un outil optimal pour estimer avec précision les consommations

énergétiques. Ces trois éléments laissent donc à penser que l'impact d'ETS2 sur la facture énergétique des ménages sera inférieure à l'estimation du Bureau fédéral du Plan, pour un prix donné de l'ETS2.

Enfin, plus important encore, il est également essentiel de retenir que cette étude ne prend pas en considération les mesures fédérales et régionales prévues dans le Plan social pour le climat. Ces mesures ont justement pour objectif d'atténuer de manière significative l'impact financier d'ETS2 sur les ménages vulnérables, tout en leur permettant de participer activement à la transition énergétique.

02.05 Kurt Ravyts (VB): Dank u, mijnheer de minister, voor uw zeer uitgebreide antwoord.

Zoals u hebt herhaald, is er ook het federale luik binnen het Belgisch Sociaal Klimaatfonds, waar het Overlegcomité een belangrijke beslissing moet nemen over de middelen, met een cascade aan gevolgen voor de kwetsbare groepen. Wat doet de Vlaamse regering evenwel? De Vlaamse regering haalt ook nog middelen uit de algemene veiling om een *tax cut* door te voeren. Ook de middenklasse zal dus door ETS2 worden getroffen. Wij, het Vlaams Belang, zouden daarom ook een extra inspanning willen vragen van de federale regering. Dat zal ons voorstel zijn in de komende maanden.

02.06 Marie Meunier (PS): Merci monsieur le ministre pour cette réponse très complète. Pour notre part, nous serons attentifs aux mesures que vous prendrez pour faire baisser la facture des ménages. J'ai entendu qu'il y avait une réflexion sur les aides à l'installation de pompes à chaleur, etc. Nous ne manquerons pas de revenir avec d'autres questions si nécessaire.

02.07 Phaedra Van Keymolen (cd&v): Ik bedank de minister voor zijn uitgebreid, volledig en bovendien zeer helder antwoord.

Ik hoop dat de deadline gehaald wordt en dat er spoedig een definitief plan beschikbaar is. Ik ben verheugd dat we het eens zijn over de noodzaak van structurele maatregelen. U verwees ook naar de afstemming met de gewesten, wat uiteraard van groot belang is. Uit uw antwoord heb ik begrepen dat die samenwerking vlot verloopt. Hopelijk blijft dat zo.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van Katrijn van Riet aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Een toekomst voor biobrandstoffen" (56005662C)

03 Question de Katrijn van Riet à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "L'avenir des biocarburants" (56005662C)

03.01 Katrijn van Riet (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, hoewel verregaande elektrificatie mogelijk is voor fietsen, motorfietsen en personenwagens, leent niet elke sector zich daartoe. Ik wil u herinneren aan een fel bevraagde alternatieve oplossing waarvoor België tot nu toe een gebrek aan ambitie heeft getoond, namelijk de biobrandstoffen. Het gaat om brandstoffen die voor 95 % uit afval bestaan.

Tijdens de vorige legislatuur werden wetten goedgekeurd over de gebruikte grondstoffen om de productie van biobrandstoffen te verhinderen. Bedrijven die zich op dat domein inspannen, verliezen marktaandeel. Wij ontmoedigen dus ondernemingen die bijdragen aan de vermindering van onze CO₂-uitstoot. Voor het vrachtvervoer, de landbouw, de maritieme sector en de luchtvaart is elektrificatie onhaalbaar wegens een tekort aan middelen, methodes en infrastructuur. Zij vragen dan ook om biobrandstoffen.

Bovendien laat onze economie kansen liggen. Neste Oil liet weten dat het bedrijf ervoor koos om in Rotterdam te investeren in plaats van in Antwerpen als thuisbasis voor zijn nieuwe raffinaderij, gezien het gunstigere regelgevende kader rond biobrandstoffen in Nederland. Neste omarmt de RED III-richtlijn van de Europese Unie en is een koploper op het vlak van biodiesel en biokerosine, maar wordt in ons land fiscaal gestraft. België hinkt zwaar achterop met een gebruik van slechts 12% biobrandstof. In Finland en Nederland is 29 % van de afgenomen brandstof biobrandstof.

Mijnheer de minister, mijn vragen voor u zijn de volgende.

Is het niet tijd om bij te sturen richting biobrandstoffen, zodat België een voorbeeld en Europees koploper kan worden?

Hoe staat u tegenover de tweedeling elektrificatie versus biobrandstof?

Zult u het fiscale kader rond de grondstofwinning en productie van biobrandstoffen herzien, zodat proactieve bedrijven de kans krijgen om hun markt hier uit te bouwen? Zijn daarover al gesprekken gevoerd met de gewestelijke en andere partners?

Last but not least, welke beleidsaanpassingen wilt of kunt u doorvoeren met betrekking tot de duurzame brandstoffen? Is er op korte termijn een prominente rol weggelegd voor biobrandstof? Welke langetermijnperspectieven ziet u?

Ik dank u voor uw antwoord.

03.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: Mevrouw van Riet, als minister van Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie, belast met Duurzame Ontwikkeling ligt de thematiek inzake biobrandstoffen mij na aan het hart en pleit ik voor een ambitieus plan dat een duurzame transportenergiemix nastreeft. In die zin sta ik volledig achter het beleidskader van de RED III.

Ik neem aan dat de wet waarnaar u verwijst, de wet van 31 juli 2023 is. Deze wet, die onder de bevoegdheid van de minister van Energie valt, heeft een verdere vergroening van de transportenergiemix tot doel, met onder meer binnen de doelstelling voor de bijmenging van biobrandstoffen flexibiliteitsmechanismen en maatregelen die de meest duurzame biobrandstoffen bevorderen. Die wet kadert in de nationale omzetting van RED II. Momenteel wordt volop gewerkt aan de omzetting van RED III in nationale wetgeving, maar ik verwijs u graag door naar mijn collega-minister van Energie voor een stand van zaken daaromtrent.

Indien u tevens verwijst naar de bepalingen omtrent de duurzaamheidscriteria in RED III, die valt binnen mijn bevoegdheid, dan kan ik u melden dat die reeds omgezet zijn in Belgische wetgeving en dat we daarbij het volledige EU-duurzaamheidskader hebben overgenomen. Ik wil erop wijzen dat RED III betrekking heeft op drie soorten alternatieve brandstoffen: directe elektrificatie, bijvoorbeeld voor elektrische auto's, biobrandstoffen en synthetische brandstoffen uit hernieuwbare of koolstofvrije bronnen of waterstof. Een goede balans tussen die opties is nodig om rekening te houden met aspecten als duurzaamheid, beschikbaarheid van bronnen, productiekosten en kosten voor beschikbaarheid van infrastructuur op de korte en lange termijn.

De keuze tussen elektrificatie en biobrandstoffen is een essentieel vraagstuk binnen het beleid voor duurzame mobiliteit. Ik ben van mening dat beide technologieën een rol spelen in onze transitie naar een klimaatneutrale samenleving met verschillende toepassingen en tijdslijnen. Elektrificatie biedt een hoog potentieel voor emissiereductie, vooral in het personenvervoer, het ondersteunt onze klimaatdoelstellingen en wordt steeds toegankelijker dankzij investeringen in laadinfrastructuur en batterijtechnologie. Ik ben voorstander van een versnelde elektrificatie van het wagenpark, ondersteund door duurzame energieopwekking. Biobrandstoffen daarentegen kunnen een belangrijke rol spelen in sectoren waar algemene elektrificatie nog niet haalbaar is, zoals luchtvaart, scheepvaart en bepaalde vormen van zwaar transport.

Ze vormen waardevolle oplossingen, op voorwaarde dat ze duurzaam worden geproduceerd en niet concurreren met voedselproductie of natuurbehoud of, meer algemeen, met andere producten van de bio-economie. In het algemeen zal het principe van prioritaire elektrificatie mijn beleid ten aanzien van alternatieve brandstoffen leiden.

Net als bij de Europese aanpak zou het inderdaad zo moeten zijn dat toepassingen in de industrie, het transport en de bouw, die direct kunnen worden geëlektrificeerd, ook effectief worden aangepakt. Andere brandstoffen, op basis van biogebaseerde of hernieuwbare waterstof, zouden zich moeten richten op toepassingen die niet eenvoudig kunnen worden geëlektrificeerd. In ons regeerakkoord staat ook: "Waar mogelijk wordt in de eerste plaats op elektrificatie ingezet. Naast onze inspanningen voor de transitie richting elektrificatie zal de federale overheid in overleg met de gewesten de bijmengingsplicht voor duurzame biobrandstoffen van de 2de en 3de generatie invullen binnen de regels die Europa oplegt, zodat ook onder andere moeilijk te elektrificeren transportsectoren hun

koolstofuitstoot kunnen terugdringen. De regering zal de opkomst faciliteren van alle innovatieve oplossingen die gericht zijn op het koolstofvrij maken van moleculen (biogas, e-brandstoffen enzovoort)." Ik ben nog twee weken geleden in Antwerpen bij mijn collega van Energie geweest om dat te verduidelijken en om het proces te versnellen.

Zoals hierboven aangegeven moeten bepaalde criteria worden toegepast op elk mogelijk gebruik van biomassa voor de productie van bio-energie. Het gaat onder meer om de kosten, het vooruitzicht op vermindering op lange termijn, de beschikbaarheid van de hulpbron die de kosten beïnvloedt, de duurzaamheid van de productie van de grondstof en het gebruik ervan. Ook de beschikbaarheid van infrastructuur speelt een rol, aangezien die eveneens een invloed heeft op de kosten. Als minister van Duurzame Ontwikkeling zal ik in het bijzonder letten op het criterium rond duurzaamheid en op het gebruiksconflict, dat eveneens van invloed is op de kosten van de hulpbron.

De promotie van deze biobrandstoffen moet worden gekaderd binnen het geheel van het beleidskader, inclusief de bijmengingswetgeving, het beleid inzake maximumprijzen en het fiscale kader. Hoewel er nog geen beslissing is genomen, wil ik binnenkort een vergadering beleggen met de kabinetten van Energie en Financiën om deze kwestie te bespreken. De Europese wetgeving voorziet immers al in een geharmoniseerd kader voor de certificering van hernieuwbare transportbrandstoffen. Om het vertrouwen van alle stakeholders in hernieuwbare transportenergie te versterken, is het belangrijk om dit certificeringskader betrouwbaarder en robuuster te maken.

Daarvoor is een aanpassing van de Europese wetgeving nodig, evenals verdere ontwikkelingen in de ingebruikname van de Europese datamonitor voor hernieuwbare brandstoffen. Ik zal deze initiatieven op Europees vlak, samen met de administratie, actief steunen en vormgeven en de implementatie ervan op nationaal niveau verzekeren.

Samen met mijn federale collega's die bevoegd zijn voor de promotie van hernieuwbare transportenergie zal ik pleiten voor een beleidskader dat een verdere vergroening van de transportenergiemix in België bevordert. Voor toepassingen waarvoor elektrificatie vandaag nog niet de aangewezen weg is, moeten de meest duurzame biobrandstoffen worden gepromoot en de minder duurzame worden ontraden. Op lange termijn zullen biobrandstoffen altijd een rol blijven spelen, op voorwaarde dat ze voldoen aan duurzaamheidseisen en goed passen binnen een opkomende bio-economie. Er wordt daarom verwacht dat andere alternatieve brandstoffen, met name hernieuwbare waterstof en de derivaten daarvan, een belangrijke positie zullen innemen.

03.03 Katrijn van Riet (N-VA): Mijnheer de minister, ik noteer dat u eraan werkt en dat we nog even geduld moeten hebben. Voor verdere vragen zal ik me tot de minister van Energie, de heer Bihet, wenden.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Question de Anthony Dufrane à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "La gestion des espèces exotiques envahissantes, notamment du raton laveur" (56005837C)

04 Vraag van Anthony Dufrane aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het beheer van invasieve exoten, met name van de wasbeer" (56005837C)

04.01 Anthony Dufrane (MR): *Monsieur le ministre, les populations de rats laveurs connaissent une croissance rapide dans plusieurs régions d'Europe, y compris chez nous. Cette espèce originaire d'Amérique du Nord est aujourd'hui considérée comme envahissante, avec des effets significatifs sur la biodiversité locale, les cultures agricoles, la petite faune et, potentiellement, sur la santé publique.*

Dotés d'une grande capacité d'adaptation et d'intelligence, ces animaux échappent souvent aux dispositifs classiques de capture. Ils causent des dommages directs aux productions agricoles et fragilisent l'équilibre des écosystèmes locaux.

Dès lors, il est important de se questionner sur la reproduction des rats-laveurs et les conséquences environnementales de sa propagation et les effets qui y sont liés.

Monsieur le ministre, quelles mesures sont-elles prévues pour limiter la propagation de l'espèce? Disposez-vous de données actualisées concernant la présence ou l'expansion de cette espèce sur le territoire belge? En matière de contrôle aux frontières et de réglementation douanière, des mesures spécifiques sont-elles mises en place pour éviter toute réintroduction illégale de cette espèce via le commerce ou la captivité? Travaillez-vous en collaboration avec les Régions à une stratégie coordonnée de gestion des espèces envahissantes, notamment celles qui peuvent franchir rapidement les frontières? Quelles sont les perspectives d'évolution de la réglementation fédérale en matière de biosécurité pour mieux anticiper ce type de prolifération?

04.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Monsieur Dufrane, la prévention et la gestion sanitaire de pathogènes liés à la faune sauvage, qu'elle soit indigène ou exotique, est de la compétence des Régions. Les Régions sont aussi compétentes pour développer les actions de sensibilisation du public ainsi que la surveillance épidémiologique chez l'être humain. J'invite donc, monsieur le député, à contacter mes collègues ministres régionaux de l'Environnement et de la Santé humaine afin d'obtenir plus d'informations sur les actions développées à leur niveau.

Pour le volet sanitaire relatif aux animaux de rente et des animaux de compagnie qui sont détenus, il convient par contre de contacter mon collègue en charge de l'Agriculture, le ministre Clarinval.

La problématique des espèces exotiques envahissantes, dont l'acronyme anglais IAS est le plus utilisé, est actuellement coordonnée entre le fédéral et les Régions dans le cadre d'un accord de coopération de 2019. Cette coordination nationale est cependant limitée aux obligations du règlement européen de 2014 qui ne prévoit aucune mesure sanitaire pour les préventions de zoonoses. Il revient donc aux Régions d'agir à leur niveau. Cependant, conformément à l'accord de coopération, un échange d'informations se fait régulièrement au sein du Comité national des IAS, comme cela a été le cas pour les actions de sensibilisation développées en 2024 par la Région wallonne pour la baylisascariose des rats laveurs.

Au-delà de la problématique spécifique des espèces exotiques envahissantes, je vous informe du fait que mon administration pilote un groupe de travail interministériel sur la prévention de l'émergence des maladies zooniques en Belgique. Ce chantier regroupe différents acteurs, dont les autorités fédérales et régionales, et se fait dans le cadre de l'initiative internationale PREZODE (*Preventing Zoonotic Disease Emergence*) dont la Belgique est membre.

Un groupe de travail piloté par le centre Wildlife Health de la faculté vétérinaire de Gand se penche actuellement sur les actions nécessaires à mettre en place en Belgique dans le cadre des activités liées à la manipulation des animaux sauvages et des zoonoses associées, comme l'infection parasitaire chez les rats laveurs. Des actions seront proposées à la prochaine Conférence interministérielle de l'Environnement élargie de juillet 2025.

L'autorité fédérale est responsable pour prévenir l'introduction sur le territoire belge des espèces exotiques envahissantes listées au niveau européen.

Conformément à l'article 15 du règlement européen, ce sont les Douanes et les agents de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) aux postes de contrôle frontaliers qui opèrent une vérification de première ligne.

Un protocole trilatéral de 2018 a été signé entre le SPF Santé publique, les Douanes et l'AFSCA afin d'opérationnaliser les procédures de contrôle. De manière à optimiser ces contrôles, un manuel de guidance reprenant les espèces à risque, les méthodes d'identification possibles par espèce et un détail des procédures étape par étape a été rédigé par mon administration, avec le soutien du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes. Il devrait être testé cette année encore dans les aéroports de Bruxelles et de Liège.

04.03 **Anthony Dufrane** (MR): Je tiens à vous remercier, monsieur le ministre, car je m'attendais à ce que vous me répondiez que le sujet ne relevait pas de vos compétences. Je vois que vous avez véritablement saisi l'importance du problème et commencé le travail, notamment par la Conférence interministérielle et les différents avis que vous avez sollicités. J'interrogerai éventuellement votre collègue M. Clarinval.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

05 Question de Marie Meunier à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Les recommandations de la Commission européenne relatives à la politique environnementale belge" (56005604C)

05 Vraag van Marie Meunier aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De aanbevelingen van de Europese Commissie met betrekking tot het Belgische milieubeleid" (56005604C)

05.01 **Marie Meunier** (PS): Monsieur le ministre, dans ses recommandations annuelles émises le mercredi 4 juin, la Commission européenne s'est montrée particulièrement critique à l'égard de la politique environnementale de la Belgique, pointant plusieurs manquements: des subventions aux énergies fossiles encore trop élevées, une décarbonation industrielle trop lente et une fiscalité énergétique qui ne favorise pas le basculement vers des sources propres.

On le sait, et nous en avons déjà discuté dans cette commission, le Plan national Énergie-Climat (PNEC) de la Belgique se fait attendre depuis longtemps et vous avez annoncé qu'il devrait être prêt pour la rentrée. Mais la Commission souligne que, sur la base de la version provisoire du PNEC que vous lui avez présenté récemment, la Belgique n'atteindra qu'une réduction de 42,6 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, ce qui est loin des 47 % initialement exigés.

Monsieur le ministre, quelle est votre réaction face à ces remarques de la Commission européenne et comment entendez-vous agir et au travers de quelles actions concrètes pour adapter le futur Plan national et garantir l'atteinte des objectifs climatiques d'ici 2030?

05.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Madame la députée, les recommandations de la Commission européenne du 4 juin, notamment ce qui concerne les subventions aux combustibles fossiles, ont retenu mon attention. La Commission a raison.

Sur le plan fiscal, la Commission, comme d'autres institutions internationales, recommande que la Belgique prenne des mesures concrètes pour supprimer les subventions aux énergies fossiles, en particulier dans le secteur du transport et des bâtiments. Elle souligne l'importance d'un transfert d'accises, comme vous l'avez précisé, sur l'électricité vers les énergies fossiles. L'accord du gouvernement prévoit bien d'examiner quelles subventions fossiles peuvent être réduites et dans quels délais réalistes un *phasing-out* peut avoir lieu sans impact économique négatif.

Concernant le *tax shift* sur les produits énergétiques, de nombreuses études ont été publiées ces dernières années, et encore très récemment. Je travaillerai avec le ministre des Finances – qui dispose de la compétence principale – pour mettre en œuvre ce *tax shift*, comme toutes les autres mesures fiscales qui peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques.

Concernant vos questions sur le PNEC, sans vouloir vous offenser, je me permettrai de répondre à ces questions via un état des lieux présenté à l'occasion de la prochaine question, dans lequel vous trouverez toutes les réponses que vous cherchez.

05.03 **Marie Meunier** (PS): Merci monsieur le ministre pour vos réponses. C'est vrai que notre inquiétude était liée au fait qu'on n'atteigne pas ces 47 %. J'entends que vous y travaillerez avec votre collègue. J'espère sincèrement que ce minimum exigé sera atteint parce que c'est important. Nous y serons évidemment attentifs, et j'attendrai les réponses relatives au PNEC que vous apporterez aux collègues d'ici quelques minutes.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

06 Questions jointes de

- Hervé Cornillie à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "L'avancement et le calendrier du Plan national Énergie-Climat" (56006613C)
- Natalie Eggermont à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le Plan national Énergie-Climat (PNEC)" (56006692C)
- Julien Ribaud à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le Plan national Énergie-Climat (PNEC)" (56006693C)
- Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le PNEC belge à déposer auprès de la Commission européenne" (56006813C)

06 Samengevoegde vragen van

- Hervé Cornillie aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De voortgang van en het tijdpad voor het Nationaal Energie- en Klimaatplan" (56006613C)
- Natalie Eggermont aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP)" (56006692C)
- Julien Ribaud aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP)" (56006693C)
- Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het bij de Europese Commissie in te dienen Belgische NEKP" (56006813C)

Le **président**: M. Cornillie et Mme Eggermont étant absents, je donne la parole à M. Ribaud.

06.01 **Julien Ribaud** (PVDA-PTB): Bonjour, monsieur le ministre. Je suis content de vous voir. Cela faisait longtemps que je n'étais plus venu dans cette commission vous poser une question.

En novembre dernier, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre la Belgique en raison du retard pris dans la remise de son Plan national Energie-Climat (PNEC). Après avoir déjà manqué plusieurs échéances, vous vous êtes engagé, lors de la séance plénière du jeudi 3 juillet, à le déposer avant le 21 juillet. Ce PNEC est essentiel pour garantir notre contribution à l'objectif européen de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, notamment dans des secteurs clés tels que le transport, le bâtiment et l'agriculture.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous confirmer que cette nouvelle échéance sera bien respectée? Quels sont les engagements chiffrés en matière de réduction des gaz à effet de serre que vous vous êtes fixés, et pour quelle échéance? Comment comptez-vous concrétiser ces objectifs?

06.02 **Kurt Ravyts** (VB): Op 6 juli bereikte de Vlaamse regering een akkoord over een geactualiseerd Vlaams Energie- en Klimaatplan. Er verschuiven voor 362 miljoen euro aan Vlaamse heffingen uit de elektriciteitsfactuur naar de aardgas- en stookoliefactuur, een taxshift in feite. Echter, om te voorkomen dat mensen die op gas verwarmen de dupe worden, komt er een extra verlichting van hun elektriciteitsfactuur, zodat de totale energiefactuur voor hen min of meer – dat zal nog moeten blijken, ik geloof er niet veel van – ongewijzigd blijft.

Vlaanderen zit daarmee aan een daling van 40 % tegen 2030. Om Europa tegemoet te komen, zou de ambitie eigenlijk op een daling van 47 % moeten liggen. Toch reageerde u positief, mijnheer de minister. U had het over een belangrijke maatregel. Uw voorgangster, een zekere mevrouw Khattabi, stelde al in 2021 en bleef dat sindsdien herhalen dat we, als we emissierechten moeten betalen en dus niet de door Europa vastgelegde cijfers halen, we over de verdeling van de factuur zullen moeten onderhandelen.

Hoe ver staat het met de federale bijdrage in het licht van het geactualiseerde NEKP, dat tegen 21 juli rond moet zijn?

Klopt het dat het definitieve plan in september bij de Europese Commissie wordt ingediend?

Hoe reageert u op de kloof tussen de doelstellingen van het Vlaamse plan en die van de plannen van Wallonië en van Brussel, die in de niet-geactualiseerde versie wel tegen -47 % aanschurken. Wordt er nu met het oog op een intra-Belgisch akkoord gewerkt aan die verdeling van de factuur van de emissierechten? Wordt er rekening gehouden met de geactualiseerde versie? Hoe stelt u zich ter zake strategisch politiek op?

06.03 Jean-Luc Crucke, ministre: Monsieur le président, je répondrai aux questions de Mme Meunier par la même occasion.

Chers collègues, les dernières semaines, des discussions intensives et constructives ont eu lieu avec les partenaires gouvernementaux sur la mise à jour du Plan fédéral Energie-Climat (PFEC), c'est-à-dire la partie fédérale du PNEC. Cette mise à jour est en cours de finalisation. Ceci nous permet de nous inscrire entièrement dans le rétroplanning réaliste que nous avons soumis et présenté à la Commission européenne en mai dernier et que j'ai évoqué à plusieurs reprises au Parlement. Je vous confirme que le document sera bien présenté au gouvernement le 18 juillet.

We doen dus al het mogelijke om het Federale Energie- en Klimaatplan voor 21 juli in te dienen, zodat er voldoende tijd is om tegen eind september de respectieve bijdragen te integreren in een Nationaal Energie- en Klimaatplan. Daar zullen nog enkele weken werk en politieke onderhandelingen tussen de gewesten en de federale overheid aan voorafgaan, nadat de bijdragen van alle entiteiten zijn ontvangen. We hebben ons ertoe verbonden om het nationale plan tegen eind september in te dienen. Dat heb ik deze week nog bevestigd aan commissaris Hoekstra. Dat was overigens niet in Kopenhagen, maar in Aalborg.

En preuve de bonne foi et d'avancement de nos travaux, nous enverrons les parties distinctes, sans compilation, à la Commission durant l'été. C'est ce que j'avais également promis au commissaire Hoekstra et il l'avait parfaitement bien compris. Il était d'ailleurs satisfait que nous puissions respecter les procédures, tel qu'annoncé.

Les négociations sur le PNEC sont menées conjointement avec le ministre de l'Énergie. C'est un exercice d'équilibre parfois délicat, dans lequel le projet de plan déjà transmis à la Commission européenne en novembre 2023 est amendé au regard des politiques et mesures de l'accord de gouvernement 2025-2029 qui contribuent à la réalisation des objectifs en matière d'énergie et de climat.

Dans le contexte géopolitique actuel, face à la position concurrentielle de notre économie et à l'impact croissant du changement climatique, il est essentiel de trouver les équilibres. Il convient de protéger la compétitivité des entreprises tout en mobilisant des leviers fédéraux pour réaliser les objectifs climatiques et soutenir les ménages et les PME dans cette transition. J'ai eu plusieurs échanges enrichissants avec la Commission européenne sur l'état d'avancement du dossier. J'ai également échangé avec la ministre flamande Melissa Depraetere sur les politiques et mesures fédérales supplémentaires prévues dans l'accord de gouvernement et leur mise en œuvre pour que la Belgique atteigne l'objectif – contraignant, je le rappelle – d'une réduction de 47 % d'ici 2030 par rapport à 2005.

En lien avec le PNEC, il faudra également entamer rapidement les discussions sur la répartition des revenus issus des systèmes ETS, du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF-CBAM) et du Fonds social pour le climat, en vue d'un accord sur l'ensemble dans les meilleurs délais. Je veillerai donc, à cet égard, à l'utilisation intégrale de ces moyens pour mettre en place une politique climatique ambitieuse, en application de l'accord de gouvernement qui précise que l'autorité fédérale se réunit avec les Régions pour discuter notamment de la répartition des bénéfices (recettes des systèmes ETS, CBAM et Fonds social pour le climat). Ces recettes seront exclusivement affectées au financement de mesures visant à la lutte contre le changement climatique et à la compensation des efforts consentis par les citoyens et les entreprises à cet égard.

En ce qui concerne le renforcement de la coordination intergouvernementale en matière d'énergie et de climat, il s'agit d'un point d'attention pour le développement du prochain PNEC 2031-2040, sur lequel je plancherai dès que possible. J'entamerai ainsi rapidement les discussions à ce sujet avec mes collègues des Régions, afin de tenter d'établir un calendrier et des objectifs clairs en la matière, de développer une nouvelle méthodologie et de rendre le processus plus efficient.

Soyez assurés que cela fait partie de mes priorités. La politique climatique ne peut continuer de souffrir du contexte institutionnel belge, j'en suis convaincu. Nous devons pouvoir être plus réactifs, plus cohérents et plus intégrés.

Wat zijn de gekwantificeerde toezeggingen in termen van broeikasgasreducties en tegen wanneer? Hoe zal ik die doelstellingen bereiken? In het algemeen kunnen we twee onderdelen onderscheiden bij de vermindering van de uitstoot om de Europese doelstelling van -55 % te behalen. Het eerste

onderdeel betreft het Emissions Trading System (ETS), dat op Europees niveau wordt geregeld en waarvoor de lidstaten zelf geen specifieke reductiedoelstellingen hebben. Het tweede onderdeel betreft de niet-ETS-sectoren, waaronder ook sectoren die onder het nieuwe ETS vallen, ETS2. Hiervoor heeft elke lidstaat wel een individuele bindende doelstelling. Voor België betekent het een uitstootreductie van 47 %.

De federale regering heeft zich niet verbonden aan een cijfermatige doelstelling. Emissies zijn territoriaal en worden daarom op regionaal niveau berekend. De regering wil de gewesten echter ondersteunen bij het realiseren van die reductie door gebruik te maken van de hefboomen die op het federale niveau beschikbaar zijn. Dat zijn fiscaliteit, mobiliteit en het spoor, steunmaatregelen voor energie-efficiëntie, productnormen, het gebruik van hernieuwbare energie in het vervoer, de geleidelijke afschaffing van subsidies voor fossiele brandstoffen, alsook de invoering van faciliterende maatregelen, bijvoorbeeld de versterking van het elektriciteitsnet, het opzetten van een kader voor waterstof, en de uitwerking van een strategie voor duurzame financiering. Ook het decarboniseren van de elektriciteitsproductie, bijvoorbeeld via kernenergie, faciliteert en versnelt elektrificatie. Het plan omvat ook een reeks maatregelen die meer specifiek betrekking hebben op gebouwen, het wagenpark en federale overheidsopdrachten.

Sinds enkele weken vinden intensieve en constructieve besprekingen plaats met de regeringspartners om te bepalen hoe ver we kunnen gaan in die verschillende domeinen. Pas na de integratie van het federale plan en de gewestelijke plannen zal blijken of België de bindende doelstelling zal halen om de emissies tegen 2030 met 47% te verminderen ten opzichte van 2005.

Indien dat niet het geval is, zullen we de besprekingen moeten hervatten, niet alleen op het federale niveau, maar ook met de gewesten, om de plannen zo snel mogelijk te versterken, zelfs als we het plan, zoals gepland, eind september indienen.

U vroeg vervolgens naar mijn reactie op de kloof tussen enerzijds de doelstellingen van het Vlaams Energie- en Klimaatplan (VEKP) en anderzijds de plannen van Wallonië en Brussel, die wel dicht in de buurt van de -47 % komen. Momenteel werken we aan een intra-Belgisch akkoord over de verdeling van de kosten voor de betaling van de emissierechten. Zoals hierboven uiteengezet, overleggen we met Vlaanderen over de federale maatregelen. We hebben daarentegen geen officieel zicht op de manier waarop Vlaanderen zijn doelstellingen zal behalen of niet. Bijgevolg zullen we pas een oordeel kunnen vellen wanneer we over de nationale projectie beschikken, namelijk in september.

Dan zullen we bekijken welke stappen nodig zijn en hoe we samen met de gewesten onze maatregelen kunnen versterken.

06.04 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Le rétroplanning sera respecté. C'est une très bonne nouvelle. Nous avons bien noté les prochaines échéances. Nous ne manquerons pas de revenir vers vous en septembre prochain.

06.05 Kurt Ravyts (VB): Ik dank u voor uw lang en uitgebreid antwoord. Het was verhelderend.

Wij zullen tot september moeten wachten om te zien op welke manier een en ander in het geïntegreerde verhaal voor de dag komt. Er zal daarna nog een hartige politieke discussie moeten plaatsvinden, ook met Vlaanderen en de andere gewesten.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van Sam Van Rooy aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De gevolgen voor en impact op België van de nieuwe CO2-doelstelling van de EU" (56006625C)

07 Question de Sam Van Rooy à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Les conséquences et l'incidence pour la Belgique du nouvel objectif CO2 de l'UE" (56006625C)

07.01 Sam Van Rooy (VB): Ik zou bijna zeggen: een nieuwe dag, een nieuwe doelstelling van de EU wat betreft CO₂-reductie. In 2040 wil de EU 90 % minder broeikasgassen uitstoten vergeleken met

1990. Dat is dan een nieuw tussentijds klimaatdoel, als opstap naar die zogeheten klimaatneutraliteit in 2050. Wij hebben van u al vernomen, minister, dat u het Europese klimaatplan verwelkomt. Het zou natuurlijk zeer politiek incorrect zijn van u om iets anders te zeggen, maar u voegde er wel aan toe dat het evenwicht tussen klimaatambitie en economisch concurrentievermogen gewaarborgd moet blijven.

Mijn vraag is evident: kunt u dat eens nader toelichten? Wat betekent die nieuwe tussentijdse CO₂-doelstelling van de EU nu voor de CO₂-doelstelling van België in 2040? Wat betekent die nieuwe tussentijdse doelstelling voor onze gezinnen en bedrijven?

Hoe wilt u dat fameuze evenwicht, waar u het over hebt, tussen enerzijds klimaatambitie en anderzijds economisch concurrentievermogen waarborgen? Maak dat nu eens concreet. Wat betekent dat concreet? Met andere woorden, in hoeverre mag ons economisch concurrentievermogen toch in enige mate worden aangetast om die klimaatdoelstelling te bereiken? In welke mate mogen onze gezinnen en onze bedrijven financieel worden geraakt om die klimaatdoelstelling te bereiken?

Tot slot, als de EU in 2050 al klimaatneutraal geworden zou zijn – met een grote ‘als’ – wat zou dat dan betekenen, minister, voor de wereldwijde temperatuur, graag uitgedrukt in graden Celsius?

07.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: De voorgestelde klimaatdoelstelling voor 2040 houdt volledig rekening met het huidige economische, veiligheids- en geopolitieke landschap en sluit aan bij het EU-kompas voor concurrentievermogen, de *Clean Industrial Deal* en het actieplan voor betaalbare energie. Die doelstelling biedt de nodige voorspelbaarheid en stabiliteit voor investeringen in de transitie naar schone energie binnen de EU en voor de bevordering van de industriële concurrentiekracht.

Daarenboven voert Europa steeds een impactanalyse uit vooraleer met een nieuw voorstel naar buiten te komen. Het effectbeoordelingsverslag moet onder andere een beschrijving bevatten van de ecologische, sociale en economische gevolgen, met inbegrip van de gevolgen voor kleine en middelgrote ondernemingen en het concurrentievermogen.

Ik ben verbaasd over de uitspraak dat ons economische concurrentievermogen aangetast zou worden door het nastreven van onze klimaatdoelstellingen. Volgens mij gaan die twee immers samen. We weten dat onze industrie kreunt onder de hoge energieprijzen, die in Europa soms wel vijf keer hoger liggen dan in de Verenigde Staten of in China. Als we dat gegeven echter onder de loep nemen, zien we dat dat te wijten is aan onze afhankelijkheid van de import van fossiele brandstoffen. Die afhankelijkheid zo snel mogelijk afbouwen, is dan ook wel degelijk een zaak van versterkt concurrentievermogen, waarbij klimaat, milieu en economie samengaan, zeg maar econologie.

De klimaattransitie brengt uitdagingen met zich mee, maar vormt tegelijkertijd een enorme opportuniteit op het vlak van technologische ontwikkeling en innovatie, open strategische autonomie, het versterken van het Europese concurrentievermogen, de ontwikkeling van kmo's en de creatie van nieuwe jobs. Daarnaast gaat klimaatbeleid gepaard met belangrijke bijkomende voordelen op het vlak van gezondheid, namelijk lagere kosten voor de gezondheidszorg, een betere luchtkwaliteit en een gezonder ecosysteem.

Als wij wereldwijd koploper willen zijn in de ontwikkeling van de koolstofarme technologieën en producten van morgen, dan hebben we er alle belang bij om nu de nodige investeringen op gang te brengen. De verdere ontwikkeling van de circulaire economie zal ons daarnaast niet alleen helpen om onze uitstoot te reduceren, ze vormt ook een belangrijke motor voor industriële innovatie, economische groei en jobcreatie.

Ik ben het dan ook niet eens met uw stelling dat gezinnen en bedrijven worden geraakt om de klimaatdoelstellingen te bereiken. Het tweede emissiehandelssysteem zal inderdaad zorgen voor een koolstofprijs op de verbranding van fossiele brandstoffen in gebouwen, wegverkeer en non-ETS-industrieën, maar zal ook inkomsten genereren die moeten terugvloeien naar de burgers en de bedrijven, zeker en vooral naar de zwakke burgers en de microbedrijven.

Daarnaast zullen de middelen voor België uit het Sociaal Klimaatfonds zorgen voor een extra ondersteuning van de meest kwetsbare huishoudens in energie- en transportarmoede, alsook van kwetsbare micro-ondernemingen. Klimaatbeleid moet ambitieus zijn en blijven, maar ook betaalbaar en sociaal rechtvaardig. Investeren in klimaat is ook investeren in innovatie, energiezekerheid en nieuwe

jobs. Het beleid zal echter zo ontworpen moeten worden dat het concurrentievermogen behouden blijft, onder andere via bescherming tegen oneerlijke concurrentie en via de ondersteuning van kmo's.

Ten slotte, wat de EU en onze rol op internationaal vlak betreft, als alleen de EU klimaatneutraal wordt, is de impact op de wereldtemperatuur beperkt. Toch mag de voorbeeldrol van de EU niet stoppen. Kijk maar naar de introductie van emissiehandelssystemen wereldwijd en de verschillende klimaatneutraliteitsdoelstellingen wereldwijd.

07.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, met alle respect, maar ik en vele andere burgers zijn het onrealistische riedeltje dat u hier vandaag opnieuw brengt meer dan beu. Dat we zogenaamd klimaatneutraal moeten worden, dat het de mensen niet te veel pijn mag doen of dat het economisch zelfs voordelig zou zijn, we zijn dat echt meer dan beu. Het is simpelweg onmogelijk om steeds fanatieker en steeds sneller aan CO₂-reductie te doen zonder dat burgers daar op een of andere manier financieel voor zullen bloeden. Dat is onmogelijk. Het meest wraakroepende aan deze CO₂-hysterie is dat de CO₂-reductie in België en Europa, hoe groot die ook is, geen enkele impact zal hebben op de wereldwijde temperatuur, geen enkele, 0,0000 °C. Kortom, uw CO₂-beleid en het klimaatbeleid van deze regering, dat is peperdure waanzin, mijnheer de minister.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Question de Marie Meunier à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "L'objectif 2040 et le recours aux marchés carbone" (56006800C)

08 Vraag van Marie Meunier aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De doelstelling voor 2040 en de gebruikmaking van de koolstofmarkten" (56006800C)

08.01 Marie Meunier (PS): Monsieur le ministre, le 2 juillet 2025, une décision très attendue est tombée: la Commission européenne a annoncé son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2040. Concernant l'objectif, il vise à réduire les émissions de 90 % d'ici 2040. On peut y souscrire, même si on aurait pu aller plus loin. Convenons que c'est la fourchette basse pour se conformer à l'accord de Paris qui avait été retenue.

Ma question concerne surtout les moyens pour y parvenir. Jusqu'ici, l'Europe avait tablé sur des réductions domestiques des émissions de gaz à effet de serre. Or, désormais, la Commission veut permettre aux États d'atteindre ces objectifs en achetant des crédits carbone à l'étranger, ce qui démontre une rupture évidente par rapport au passé. C'est inquiétant car ces marchés internationaux du carbone fonctionnent mal. D'abord parce que ces crédits carbone sont souvent surévalués et ensuite, ils favorisent l'accaparement des terres en cas de violation des droits humains qui y sont rapportés.

D'un point de vue environnemental, une tonne de CO₂ stockée dans une forêt n'est pas aussi stable qu'une tonne de CO₂ qu'on laisse enfouie dans le sol. Les crédits carbone font l'objet de critiques auxquelles notre groupe s'associe. Il s'agit d'une méthode qui consiste à externaliser l'effort climatique européen en mettant en danger des droits et des communautés du Sud.

Monsieur le ministre, pourriez-vous présenter les grandes lignes de l'objectif 2040 qui vient d'être annoncé par l'Europe? Quelles sont les mesures de flexibilité proposées aux États? Quels sont la procédure et le timing? À quel moment les États membres pourront-ils intervenir? Quelle est la position de la Belgique à l'égard de l'objectif 2040 et des mesures de flexibilité et, en particulier, du recours au marché carbone? Pourriez-vous nous dire si la Belgique soutiendra l'objectif de -90 %? Plaidera-t-on pour aller plus loin? Peut-on espérer que vous plaideriez pour -95 %? Partagez-vous les critiques formulées à l'égard des marchés du carbone? Plaideriez-vous avec le gouvernement pour que l'objectif 2030 soit pleinement domestique, c'est-à-dire qu'il soit réalisé au travers de réductions d'émissions de gaz à effet de serre réalisées au sein de l'Union et non par le recours aux marchés internationaux de crédits carbone?

08.02 Jean-Luc Crucke, ministre: Par rapport aux grandes lignes de l'objectif 2040 et des mesures de flexibilité, comme vous l'avez précisé, le 2 juillet dernier, la Commission a publié la proposition législative visant à intégrer l'objectif climatique européen pour 2040 dans la loi européenne sur le climat. Cette proposition fait suite à la communication et à l'évaluation d'impact concernant l'objectif 2040

publié au début de l'année dernière.

La Commission propose un objectif de réduction nette des émissions de 90 % par rapport au niveau de 1990, afin d'atteindre l'objectif 2040. La Commission propose les flexibilités suivantes:

- à partir de 2036, une contribution possible limitée à l'objectif 2040 via des crédits internationaux de haute qualité au titre de l'article 6 de l'accord de Paris, à hauteur de 3 % des émissions nettes de l'Union européenne en 1990. Les règles relatives à l'utilisation de ces crédits en matière d'origine, de qualité et autres conditions seront fixées dans la législation européenne;
- l'utilisation d'absorption carbone permanente d'origine domestique dans le cadre du système d'échange des quotas d'émission de l'Union européenne (ETS) afin de compenser les émissions résiduelles des secteurs difficiles à décarboner;
- une flexibilité accrue entre les secteurs afin de soutenir la réalisation des objectifs de manière plus efficace.

Les objectifs ou les efforts déployés par les États membres devraient refléter le rapport coût/efficacité et la solidarité et tenir compte des circonstances nationales. En outre, les incidences sociales, économiques et environnementales doivent être prises en compte, de même que les coûts de l'inaction et les avantages de l'action, la nécessité de faire en sorte que la transition soit juste pour tous, la nécessité de renforcer la compétitivité de l'économie de l'Union européenne à l'échelle mondiale et le coût abordable de l'énergie, parmi d'autres conditions.

Par rapport à la procédure et au timing, pendant le Conseil Environnement informel qui a eu lieu les 10 et 11 juillet derniers à Aalborg, les États membres sont une première fois intervenus sur le sujet. Les discussions continueront le 16 juillet pendant le Coreper. Le 18 septembre, la présidence danoise organisera une réunion extraordinaire du Conseil Environnement visant à adopter l'orientation générale du Conseil sur l'amendement pour la loi climat. Il y a eu des interventions globalement positives par rapport à l'objectif européen et par rapport à la flexibilité, dont des demandes d'avancer la date fixée en 2036. Il conviendrait en effet de bien l'analyser pour éviter de pénaliser ceux qui ont fait des efforts par rapport à ceux qui n'en auraient pas encore faits.

Vous me demandez quelle est la position de la Belgique par rapport à l'objectif de 2040 et si la Belgique va soutenir cet objectif. Les discussions sur la position belge concernant l'objectif sont en cours. Je peux quand même vous informer que la Belgique a déjà pris position sur les points suivants, tels que déterminés lors de la DGE du 8 juillet. Une contribution limitée de crédits carbone internationaux à l'objectif de 2040 devrait être possible. D'autres discussions sur sa conception et sa mise en œuvre sont nécessaires dans le contexte du futur cadre politique, afin d'assurer l'intégrité environnementale et la compétitivité.

Dans le cas des absorptions permanentes dans le cadre de l'ETS, les réductions effectives des émissions devraient constituer l'essentiel des efforts visant à atteindre les objectifs climatiques. Cependant, nous sommes préoccupés par les hypothèses entourant le déploiement des technologies d'élimination, telles que le captage direct de l'air (DAC) ou la bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone (BECCS), compte tenu de leur maturité technologique qui nous semble limitée, d'un coût élevé et d'un impact potentiel sur l'environnement qui ne nous semble pas à négliger. Une dépendance excessive à l'égard de ces technologies peut conduire à des voies irréalistes ou à des actions retardées, mais vous savez que certains pays plaident en leur faveur.

En ce qui concerne la flexibilité entre les secteurs et les objectifs des États membres, la Belgique déclare qu'une discussion devrait avoir lieu sur la future architecture climatique européenne, y compris le rôle de l'échange de quotas d'émissions et des objectifs nationaux. La Belgique souligne que le rapport coût/efficacité est un principe directeur.

Vous me demandez si je partage les critiques formulées au sujet du marché carbone. Il est vrai que les marchés internationaux du carbone ont été problématiques dans le passé – qualité douteuse des crédits, surabondance et effets pervers sur les droits humains.

La Commission propose aujourd'hui, me semble-t-il, un encadrement bien plus strict – crédits limités à 3 %, uniquement à partir de 2036, issus de pays alignés sur l'accord de Paris et respect des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Il faudra certes rester vigilant et veiller à ce que ces crédits ne détournent pas l'effort domestique. L'objectif doit rester centré sur les réductions d'émissions

au sein de l'Union, en particulier pour assurer une transition juste et renforcer notre économie bas carbone. Mais cela ne doit pas exclure, me semble-t-il, un certain degré de flexibilité.

08.03 Marie Meunier (PS): Merci monsieur le ministre. J'entends vos explications. Je suis rassurée en partie sur certaines de vos réflexions. J'espère vraiment que vous aurez le soutien nécessaire au sein du gouvernement pour mettre les choses en place. En tous cas, nous serons là, au sein de cette commission, pour systématiquement vous interroger, sans pression. En tant que ministre, c'est quand même votre travail d'imposer à un moment donné vos idées, que nous partageons, en tous cas sur ce volet-là. Nous serons attentifs. Pour l'instant, les réponses me conviennent. J'attends la suite. J'attends la mise en pratique.

De **voorzitter**: Collega Meunier, we zijn blij dat u ons niet zult verlaten.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 Samengevoegde vragen van

- **Sam Van Rooy** aan **Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie)** over "De nieuwe EU-koolstofaks die gezinnen 250 tot 400 euro per jaar zal kosten" (56006825C)

- **Katrijn van Riet** aan **Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie)** over "De sociale en economische haalbaarheid van ETS2" (56006937C)

- **Julien Ribaud** aan **Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie)** over "De koolstofaks" (56007001C)

09 Questions jointes de

- **Sam Van Rooy** à **Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale)** sur "Le coût annuel de 250 à 400 euros, pour les ménages, de la nouvelle taxe carbone de l'UE" (56006825C)

- **Katrijn van Riet** à **Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale)** sur "La faisabilité économique et sociale du système ETS2" (56006937C)

- **Julien Ribaud** à **Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale)** sur "La taxe carbone" (56007001C)

09.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, u liet daarnet nog uitschijnen dat het klimaatbeleid economisch voordelig zou zijn voor onze gezinnen en voor onze bedrijven. Uit een impactanalyse van het Federaal Planbureau blijkt echter dat Belgische gezinnen 250 tot 400 euro per jaar extra zullen moeten betalen door de invoering van ETS2, de koolstofaks van de Europese Unie, vanaf 2027.

Dat zal leiden tot duurder aardgas, tot duurder stookolie, tot duurder benzine en tot duurder diesel. Vooral de verwarming van woningen zal volgens het Planbureau duurder worden. Stookolie wordt 21 % duurder, aardgas 16 % duurder, en de prijs van diesel en benzine stijgt respectievelijk 10% en 11 %.

Zoals helaas vaak het geval is, zullen huishoudens met een laag inkomen, gezinnen die verwarmen met stookolie, alleenstaanden en eenoudergezinnen het zwaarst getroffen worden. Ik geef één voorbeeld. Een gezin dat in een slecht geïsoleerde woning woont die wordt verwarmd met aardgas, en rijdt met een wagen op gewone brandstof, zou per jaar tot 375 euro extra moeten betalen.

Mijnheer de minister, mijn vraag is heel eenvoudig wat uw reactie daarop is. Welke maatregelen zult u nemen op ervoor te zorgen dat de meerkosten waarvan sprake herleid worden tot nul euro? Dat vind ik niet meer dan logisch, hoewel ik de lat in uw ogen daarmee misschien hoog leg.

09.02 Katrijn van Riet (N-VA): Mijnheer de minister, Donald Tusk zei in het Europees Parlement dat we goed moeten nadenken over de snelle invoering van ETS2, want als de energieprijzen blijven stijgen, zal de politieke impact rampzalig zijn.

Vanaf 2027 moeten leveranciers een CO₂-prijs betalen op huisbrandolie, aardgas, benzine en diesel, waarmee ik deels herhaal wat de collega daarnet zei. Immers, wie draait op voor de kosten? De consument, zo zegt het Federaal Planbureau, dat jaarlijkse meerkosten tot 400 euro per gezin voorspelt. Daarnaast treft ETS2 ook de economie en bedrijven en heeft ETS2 een aanzienlijke sociale impact.

Meerdere lidstaten vragen uitstel of hertekening. Het Sociaal Klimaatfonds voorziet in 1,66 miljard euro

steun voor kwetsbare huishoudens, maar dat bedrag volstaat niet.

Voor bedrijven is er nauwelijks iets voorzien.

Klimaatbeleid is noodzakelijk. Onze fractie staat er ook helemaal achter. Het moet echter sociaal en economisch haalbaar blijven. De competitiviteit van onze bedrijven en van onze kmo's is daarbij primordiaal.

Bijkomend riskeert België dure juridische stappen van de Europese Commissie wegens het niet tijdig omzetten van eerdere klimaatregels, zoals de regel van het reeds in werking getreden ETS.

Het regeerakkoord bepleit een inclusieve en rechtvaardige transitie. De overheid moet de burgers en bedrijven ondersteunen in hun vergroening en mag de energiearmoede niet verergeren.

Wordt dat alles echter niet veel te duur voor de burgers of voor de overheid? Dat roept vragen op.

Mijnheer de minister, hoe ziet u de implementatie van ETS2 in onze maatschappij verlopen?

Welke extra beleidsmaatregelen behalve het Sociaal Klimaatfonds neemt u om te zorgen voor inclusie en transitie voor alle burgers en bedrijven?

Hebt u al Europese signalen opgevangen van de massale vraag om uitstel of een hertekening? Meent u dat extra druk zetten op de Europese Commissie een oplossing kan zijn?

Het Europees Hof van Justitie klopt aan de deur. Welke stappen zet u om de klimaatrichtlijnen, zoals de ETS-richtlijn, waaraan wij al jaren niet voldoen, om te zetten? Hoe reageren we daarop?

09.03 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, nous avons déjà abordé le sujet de l'ETS2 aujourd'hui, mais également lors de nos dernières discussions.

En 2027, une taxe carbone devra être introduite, conformément à la décision prise il y a deux ans par le Parlement européen dans le cadre de la réforme du système d'échange de quotas d'émission (ETS).

L'accord de majorité fédérale prévoit que le gouvernement étudiera l'impact de la mise en œuvre de ce système ETS2. Cet impact a été récemment calculé par le Bureau fédéral du Plan, qui estime que cette mesure entraînerait une forte hausse des coûts pour les ménages, comprise entre 250 et 400 euros par an.

Le ministre des Finances a indiqué que le système ETS2, qui prévoit cette taxe carbone, doit encore être discuté au sein du gouvernement fédéral. En Région wallonne, la ministre MR du Climat a évoqué la possibilité d'un report de cette taxe carbone.

Monsieur le ministre, que pensez-vous des estimations du Bureau fédéral du Plan? Confirmez-vous ces chiffres et un coût qui pourrait varier entre 250 et 400 euros? Souhaitez-vous un report, voire une annulation, de la mise en œuvre de cette taxe carbone? Quel mécanisme de soutien est-il actuellement sur la table? Compensera-t-il les surcoûts générés par cette taxe, tant pour les personnes les plus vulnérables que pour l'ensemble de la classe travailleuse?

09.04 Jean-Luc Crucke, ministre: Chers collègues, concernant les questions relatives au rapport du Bureau fédéral du Plan et aux mesures prises, ainsi qu'au rapport et au *non-paper* d'ETS2, je pense avoir répondu à vos interrogations lors de mes précédentes interventions sur le Plan social pour le climat. Je vais essayer de ne pas me répéter.

U vroeg mij hoe ik de implementatie van ETS2 in onze maatschappij zie verlopen. De voorbereiding van de invoering van ETS2 is al begonnen en verloopt voorspoedig. Vanaf 2024 moeten de gereguleerde entiteiten, dus de brandstofdistributeurs, rapporteren over de hoeveelheden brandstof die ze op de markt brengen. Vanaf 2028 zullen ze een bepaalde hoeveelheid emissierechten moeten inleveren ter compensatie van hun uitstoot van 2027.

Welke extra beleidsmaatregelen, naast het Sociaal Klimaatfonds, neem ik om te zorgen voor inclusie

en transitie van alle burgers en bedrijven met betrekking tot ETS2? De inkomsten die ETS2 genereert, zijn een essentieel instrument om de klimaattransitie in België te versnellen en sociaal rechtvaardig te maken. De rechtstreekse inkomsten voor België uit ETS2 worden geschat tussen de 5,4 en 7,6 miljard euro voor de periode 2027-2030. In het regeerakkoord staat dat de federale overheid rond de tafel gaat zitten met de gewesten over de verdeling van onder andere de lusten, de inkomsten van het ETS-systeem en het Sociaal Klimaatfonds. Die inkomsten zullen uitsluitend gebruikt worden om maatregelen te financieren om de transitie te begeleiden voor burgers en ondernemingen. De federale overheid zal de komende weken en maanden moeten beslissen hoe die inkomsten gebruikt zullen worden.

De combinatie van een koolstofprijs en een herverdeling van de inkomsten zou zorgen voor een rechtvaardige bijdrage van iedereen aan de kosten van de emissiereductie. Gezinnen en bedrijven die investeren in klimaatvriendelijke alternatieven, zoals warmtepompen, vermijden de koolstofprijs en worden ondersteund via de ETS2-inkomsten. Gezinnen en bedrijven die nog niet investeren, zullen de koolstofprijs betalen, maar ontvangen ook ondersteuning voor die extra kosten.

Door de ETS2-middelen kunnen investeringen en gedragsaanpassingen, zoals minder de wagen nemen en niet gebruikte ruimtes in huis minder verwarmen, op dezelfde manier gestimuleerd worden, in tegenstelling tot subsidies voor specifieke investeringen. Daarnaast is het van essentieel belang dat we werk maken van aanvullende maatregelen die inspelen op andere barrières die klimaatvriendelijke investeringen en gedrag in de weg staan. Het is ook bijzonder belangrijk om helder en juist te communiceren met de gezinnen en bedrijven. Mijn administratie is actief in overleg met haar federale gewestelijke tegenhangers om een dergelijke communicatie-inspanning op te zetten en te coördineren.

09.05 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, de talloze mensen die jarenlang werd wijsgemaakt dat ze zich het best met gas konden verwarmen, worden daar nu financieel voor gestraft. Het beleid in dit land is werkelijk wraakroepend.

De nieuwe koolstofprijzen zal de levensstandaard van talloze mensen doen dalen. Ze zal velen in armoede storten. De nieuwe koolstofprijzen zal onze bedrijven en gezinnen, die het vaak nu al moeilijk hebben, failliet doen gaan of doen verhuizen, en dat allemaal, zoals ik daarnet heb gezegd, voor een temperatuurdaling van welgeteld nul graden Celsius. Mijnheer de minister, ik zal dus blijven herhalen dat u moet stoppen met die CO₂-hysterie. Kom op voor onze gezinnen, onze bedrijven, en zorg ervoor dat die koolstofprijzen wordt afgevoerd.

09.06 Katrijn van Riet (N-VA): Mijnheer de minister, ik wil u bedanken voor uw antwoord, maar bij wijze van repliek geef ik u gewoon een voorbeeld. Ik was nog niet zo lang geleden werkzaam bij een bedrijf, in een internationaal team. In januari 2024, dus nog niet zo heel lang geleden, moest elk teamlid verantwoorden welke ecologische maatregel hij in zijn privéleven had genomen. Twee van mijn toenmalige collega's, beiden wonend in de Europese Unie, verklaarden zo fier als een pauw: "Wij hebben een gastank in onze tuin geplaatst, *une citerne pour le gaz dans le jardin*." Die tank moet dan nog worden gevuld door leveringen met een vrachtwagen, maar op die manier konden ze eindelijk ophouden met het gebruik van kolen waarmee ze voordien hun huis verwarmden. Ik trok grote ogen, want in België mogen we bijna niet meer op gas verwarmen. Inwoners van de Europese Unie zijn dus blijkbaar zo fier als een pauw dat ze eindelijk een gastank in de tuin konden plaatsen.

Mijnheer de minister, ik sta absoluut achter het klimaatplan van de Europese Unie, maar soms vraag ik me echt af waarmee we bezig zijn.

09.07 Julien Ribaud (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, lors de la dernière salve de questions, vous nous avez dit que le rapport du Bureau fédéral du Plan est une contribution au débat. Je ne suis pas d'accord. C'est le cœur du débat. Le rapport dit clairement, à l'instar de ce que disaient déjà plusieurs études auparavant, qu'avec l'extension du marché carbone, avec cette taxe carbone, ce sont les citoyens qui vont payer la facture, et ce sera inefficace pour assurer la transition.

Vous venez de confirmer que la taxe carbone arrive. Pour vous, c'est même un outil essentiel. Disons les choses très clairement: les déclarations du MR à la Région ou, ici, en séance plénière, c'est du théâtre! Il n'y aura ni report, ni suppression de cette taxe. Vous reconnaissez que cette mesure aura un impact social. Mais toutes les recettes dont vous parlez, ces milliards, d'où viendront-ils? De la poche des gens pendant que les géants de l'énergie continueront de se gaver parce qu'ils répercuteront les coûts sur nos factures.

Vous dites que si nous ne nous occupons pas du climat, il s'occupera de nous. Je vous suis. Vous dites que le coût de l'inaction sera beaucoup plus élevé que celui de l'action. Je vous suis également. Mais je ne vous suis pas lorsque vous faites porter la transition sur les ménages tout en reportant les investissements dans les énergies renouvelables et en coupant dans les investissements dans les transports en commun. Selon vous, cela va pousser les gens à prendre moins la voiture, à moins se chauffer. Mais ce n'est pas parce qu'ils paieront plus pour se déplacer ou pour se chauffer, qu'ils consommeront moins. Au contraire, ils devront continuer à se chauffer et à aller travailler.

Il nous faut des alternatives sociales et des investissements publics pour isoler les logements, pour des transports en commun efficaces et gratuits, et pour de l'énergie beaucoup moins chère. Il faudra protéger les plus vulnérables. Mais il ne faut pas se tromper, l'ETS2 touchera toute la population, toute la société. Et c'est la raison pour laquelle nous continuerons – nous, le PTB – à nous battre pour que cette taxe injuste soit retirée.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Vraag van Katrijn van Riet aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De verontreiniging in organisch afval en de risico's voor de bodemkwaliteit en de volksgezondheid" (56006938C)

10 Question de Katrijn van Riet à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Les déchets organiques pollués et les risques pour la qualité du sol et la santé publique" (56006938C)

10.01 Katrijn van Riet (N-VA): Met deze vraag, mijnheer de minister, wil ik aandacht vragen voor de link tussen bodemgezondheid, afvalverwerking en verpakkingen. De kwaliteit van onze landbouwbodems is immers slecht. Zuivere compost kan de bodem herstellen, maar dan moeten we het aantal microplastics minimaliseren en het koolstofgehalte in de bodem maximaliseren.

De compoststromen zijn echter zwaar vervuild. Gft-afval bevat tot 17 % vervuiling, vooral door plastic uit onder andere theezakjes, plastic zakken, koffiecapsules enzovoort. Het onderscheid tussen composteerbare en zogenaamd composteerbare verpakkingen, die in werkelijkheid niet composteerbaar zijn, is onduidelijk. Daardoor komen er niet-composteerbare stoffen zoals plastic in ons organisch afval terecht, wat ertoe leidt dat onze compost gemiddeld 2.000 microplastics per kilo landbouwgrond bevat. Dat zorgt voor problemen met de bodemvruchtbaarheid, de biodiversiteit en de voedselveiligheid, want die microplastics komen ook in ons voedsel terecht.

Over twee jaar moeten we een vervuilingsgraad van 0,25 % halen in compost, terwijl we nu nog op 0,5 % zitten met compost uit huis-aan-huis opgehaald gft-afval. Wallonië moet daarin nog stappen zetten. Vlaanderen scoort beter, maar ook daar bevat het gft-afval nog altijd veel fout materiaal, zelfs na 30 jaar sensibilisering.

Het is dus tijd om producten die het probleem veroorzaken verplicht composteerbaar te maken. Interessante initiatieven komen onder andere van de universiteit van Wageningen, die aan productanalyses werkt om de bron van de vervuiling te elimineren, en uit Italië. In Italië zijn composteerbare zakken verplicht in winkels en wordt de bevolking gestimuleerd om die zakken opnieuw te gebruiken als gft-zak. Zulke zakken zijn veel minder problematisch dan gewone plastic zakken, die vaak niet worden leeggemaakt en volop in de gft-bak worden gedumpt. In Italië is de vervuiling in compost daardoor gedaald tot onder de 0,25 %.

Mijn vragen aan u zijn de volgende.

Hoe zult u de vervuiling bij de bron concreet aanpakken, hoewel afvalophaling een gewestelijke bevoegdheid is? Komt er een afdwingbare certificering en een verbod op misleidende verpakkingen die compostering hinderen? Dat valt wel onder onze federale bevoegdheid. Zult u de federale wet van 2009, die composteerbare materialen beschrijft, en de verpakkingswetgeving herbekijken in het kader van deze problematiek?

Hoe garandeert u dat composteerbare verpakkingen apart worden ingezameld en verwerkt, zodat we

de verpakkingsdoelstellingen voor 2030 halen? Zult u het Italiaanse model met verplichte composteerbare winkelzakken en gft-gebruik, of andere Europese initiatieven, bekijken voor België?

10.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: Mijnheer de voorzitter, collega, wat uw eerste twee vragen betreft, er bestaat al een koninklijk besluit, namelijk het koninklijk besluit van 9 september 2008 tot vaststelling van productnormen voor de aanduidingen van composteerbare en biologisch afbreekbare materialen. Dat besluit heeft tot doel de voorwaarden voor markttoegang te specificeren waaraan vaste materialen die als biologisch afbreekbaar en composteerbaar worden beschouwd, moeten voldoen.

Daarnaast is er op Europees niveau de richtlijn 2024/825 inzake het versterken van de positie van consumenten in de groene transitie. Zoals u weet, wil men consumenten de middelen geven om te handelen ten gunste van de groene transitie, door hen beter te beschermen tegen oneerlijke praktijken en door betere informatie te verstrekken. Zo kunnen ze met kennis van zaken duurzame keuzes maken. De nieuwe Europese verordening 2025/40 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval beperkt het gebruik van composteerbare en biologisch afbreekbare verpakkingen aanzienlijk.

Bepaalde soorten verpakkingen moeten composteerbaar zijn, zoals stickers op fruit en theezakjes. Alle andere verpakkingen moeten recycleerbaar zijn. Onder bepaalde voorwaarden inzake afvalinzameling kunnen lidstaten bepalen dat bepaalde soorten verpakkingen alleen toegestaan zijn als ze composteerbaar zijn, bijvoorbeeld lichte plastic zakken.

Die regels zijn ingegeven door het feit dat bio-afvalstromen vaak worden vervuild door conventionele kunststoffen, terwijl materiaalrecyclagestromen vaak worden verstoord door composteerbare kunststoffen. Het werd daarom noodzakelijk geacht om duidelijke regels vast te stellen voor composteerbare plastic verpakkingen, om verwarring bij consumenten te vermijden en om het gebruik ervan te beperken tot gevallen waarin ze een duidelijk voordeel bieden voor het milieu of de gezondheid, zoals bij theezakjes. Consumenten moeten op basis hiervan toegang hebben tot duidelijke en transparante informatie, zodat ze weloverwogen keuzes kunnen maken over producten, waaronder composteerbare verpakkingen.

Zullen de federale wet van 2009, die composteerbaar materiaal beschrijft, en de verpakkingswetgeving herbekeken worden in het licht van deze problematiek? Mijn administratie bestudeert momenteel in detail de impact van de Europese verordening inzake verpakkingen en verpakkingsafval, evenals van de richtlijn over het versterken van de positie van consumenten in de groene transitie, op de bestaande koninklijke besluiten. In dat kader is het zeer waarschijnlijk dat het KB van 9 september 2008 tot vaststelling van productnormen voor de aanduidingen van composteerbare en biologisch afbreekbare materialen en het KB van 25 maart 1999 tot vaststelling van productnormen voor verpakkingen gewijzigd zullen moeten worden, om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe Europese regelgeving.

Uw volgende vraag was hoe kan worden gegarandeerd dat composteerbare verpakkingen apart worden ingezameld en verwerkt, zodat we de verpakkingsdoelstellingen voor 2030 zo snel mogelijk hanteren en tijdig behalen. Afvalbeheer is een regionale bevoegdheid. Ik verwijs u dan ook graag door naar mijn collega's in de gewesten voor meer informatie daarover.

Naar aanleiding van uw vraag of we het Italiaanse model rond verplicht composteerbare winkelzakken en het gebruik van gft-afval, of andere Europese initiatieven, zullen bekijken voor toepassing in België, heb ik mijn administratie de opdracht gegeven om het model dat in Italië wordt toegepast te evalueren en na te gaan welke nationale aanpassingen relevant zouden kunnen zijn voor België. Dat model was mij nog niet bekend, maar we zullen het nu onderzoeken.

10.03 **Katrijn van Riet (N-VA)**: Mijnheer de minister, ik begrijp dat we ook in dit dossier nog wat geduld moeten oefenen, omdat u het zult onderzoeken.

De verwarring tussen de composteerbare en de niet-composteerbare verpakking toont aan dat de burgers dat onderscheid heel moeilijk vinden. Daarom is het misschien raadzaam om te overwegen om de afvalzakken zelf composteerbaar te maken.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Question de Julien Ribaud à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "La révision à la baisse par l'UE de ses objectifs de réduction des gaz à effets de serre" (56007002C)

11 Vraag van Julien Ribaud aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "De neerwaarts bijgestelde EU-doelstellingen voor de broeikasgasuitstootreductie" (56007002C)

11.01 **Julien Ribaud** (PVDA-PTB): *Monsieur le ministre, l'Union européenne a récemment proposé de revoir à la baisse ses objectifs de réductions de gaz à effet de serre d'ici 2040. Plutôt que de viser une diminution de 90 % comme il était initialement prévu, la Commission propose une réduction de 87 % des émissions et 3 % de flexibilité via des crédits carbone internationaux pour financer des projets en dehors de l'Europe. Pour Greenpeace, la proposition reste en deçà des recommandations du Conseil scientifique européen sur le climat, qui plaidait pour une réduction domestique de 90 à 95 %. Et elle intervient alors que l'Europe subit une canicule historique, symbole du décalage croissant entre les discours et l'action. Une discussion informelle des ministres de l'Environnement et du Climat est prévue dans les prochains jours concernant cette proposition de la Commission européenne et un possible vote aura lieu à la rentrée dans le but d'approuver l'objectif 2040 avant la conférence climat de l'ONU (COP30) en novembre. Monsieur le ministre, quelle position défendrez-vous dans les prochains jours au nom de la Belgique? Adhériez-vous à la proposition de la Commission européenne ou considérez-vous qu'il s'agit d'un recul comme l'indiquent les organisations environnementales? Soutenez-vous ce mécanisme de crédits carbones pour compenser la revue à la baisse de nos émissions de gaz à effets de serre?*

11.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Monsieur Ribaud, comme vous le savez, la question climatique est une compétence partagée entre l'État fédéral et les Régions. Vu qu'il n'y a pas encore d'unanimité entre les différentes entités, nous ne pouvons pas encore parler réellement d'une position belge. En coulisse, cependant, nous travaillons pour obtenir une position belge. Le 16 juillet, le Comité des représentants permanents (COREPER) aura lieu et les États membres exprimeront pour la première fois leur position formelle à ce sujet.

Je me suis personnellement toujours prononcé en faveur de l'objectif chiffré de la Commission européenne. Après tout, un chiffre clair fournit aussi un cadre clair. La clarté crée la stabilité et c'est précisément cette stabilité qui garantit que les investissements sont réalisés. Ces investissements profitent aussi, me semble-t-il, à notre compétitivité.

En ce qui concerne les crédits carbone, nous analysons bien évidemment encore la proposition. Nous devons cependant faire attention à ne pas commettre les mêmes erreurs que celles parfois commises par le passé. Nous n'avons pas oublié certains scandales.

Néanmoins, il est important d'examiner ces propositions avec un esprit ouvert et de les soumettre à une analyse approfondie. Ce n'est pas pour rien que la Commission les propose. J'espère donc revenir bientôt pour vous informer de l'état actuel de la prise de décision belge en la matière.

11.03 **Julien Ribaud** (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, c'est génial quand vous commencez par "en coulisse". On se dit: "Fantastique, ça y est! On aura les potins!"

Comme vous aviez déjà répondu à la première question, j'avais lu entre les lignes que vous étiez effectivement en faveur de la position de la Commission européenne. Mais là, vous l'avez dit clairement et je l'ai bien compris.

Quant à la position de 87,3 % pour le marché carbone, ce qui m'inquiète, c'est qu'elle est jugée négativement par l'ensemble du secteur associatif qui s'occupe du climat ou de l'environnement. Des associations comme Greenpeace disent que 90 %, c'était déjà le minimum. Or, en l'occurrence, on constate que cela sera revu à la baisse, ce qui est inquiétant, d'autant plus quand on voit le monde dans lequel on vit actuellement et les changements que le climat nous impose: les records de chaleur, les incendies dans le sud de la France, etc.

Comme il n'y a pas encore d'unanimité, nous reviendrons vers vous pour connaître la position définitive du gouvernement. Je vous remercie, monsieur le ministre.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

12 Question de Sarah Schlitz à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "Le risque majeur de feux de forêts géants en Belgique" (56007027C)

12 Vraag van Sarah Schlitz aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het grote risico op immense bosbranden in België" (56007027C)

12.01 **Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, l'Europe est depuis des semaines le théâtre d'incendies d'une violence inouïe. En Espagne, en Grèce, encore récemment aux abords de Marseille, ce sont des milliers d'hectares partis en fumée, des maisons détruites, des habitants évacués ou confinés, des pompiers blessés. En Belgique aussi, un incendie s'est déclaré dans le parc de la Haute Campine, ravageant 70 hectares de forêt. Les feux de forêt géants font désormais partie des incontournables estivaux en Europe.

Les scientifiques nous alertent: nous ne sommes pas prêts. Et pourtant, les mesures de base sont connues. Il faut cartographier les zones à risque, identifier les chemins forestiers praticables pour les camions d'intervention, équiper les pompiers du matériel adéquat, et investir dans des moyens aériens adaptés, comme les canadiens.

Monsieur le ministre, allez-vous suivre les recommandations des experts pour anticiper et neutraliser ce risque croissant de feux de forêt géants en Belgique? Quel est votre plan d'action?

Quel renforcement est-il prévu pour les pompiers, qui seront de plus en plus sollicités face à ce type d'incendies?

Vous avez mentionné l'envoi de courriers: quelles réponses avez-vous reçues? Les rappels que vous avez effectués ont-ils été plus fructueux que le premier envoi? Je vous vois hausser les sourcils, j'anticipe la réponse, mais je me réjouis tout de même de l'entendre.

Vous avez aussi parlé de deux réactions spontanées, de l'Institut royal météorologique (IRM) et du représentant belge au Groupe d'experts sur les incendies de forêt de la Commission européenne. Quel est leur contenu, et en quoi le soutien qu'ils peuvent vous offrir consiste-t-il?

12.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Chère collègue, comme vous le soulignez, le rapport du Centre d'analyse des risques du changement climatique (Cerac) est alarmant. Il tire la sonnette d'alarme: notre pays n'est absolument pas préparé à la multiplication des feux de forêt attendue au cours des 10 à 15 prochaines années. C'est une conséquence directe du réchauffement climatique. Alarmant, certes, mais aussi très intéressant. On entend parfois remettre en question nos outils scientifiques fédéraux. Je suis heureux d'avoir pu compter sur un outil tel que le Cerac, et je tiens à saluer aujourd'hui son sérieux et sa compétence.

Il est clair désormais que les incendies de forêt ne sont plus un danger réservé au sud de l'Europe: la Belgique est concernée, et nous l'avons déjà constaté cette année, malheureusement, avec l'incendie dans le Parc national de la Haute Campine.

C'est pour cette raison que j'ai effectivement envoyé une lettre à tous les ministres compétents, qu'ils soient régionaux ou fédéraux, ainsi qu'aux gouverneurs de province: 23 lettres au total.

Certains, mais ce n'est pas votre cas, me demandent de quoi je m'occupe, pourquoi un ministre du Climat s'occupe des feux de forêt. Ce n'est pas parce que l'on me pose cette question que je ne m'en occuperais pas.

J'ai envoyé ces courriers avec deux objectifs clairs: recevoir les commentaires sur le rapport du Cerac et, sur cette base, organiser une Conférence interministérielle pour établir un plan national d'adaptation et de gestion de crise pour les feux de forêt qui devrait établir des mesures nécessaires à mettre en place et comment renforcer notre coopération à ce sujet. J'attends les réponses d'ici à la fin du mois de juillet. À ce jour, j'ai déjà reçu une réponse de la Région wallonne, de cinq des dix provinces belges et d'acteurs tels que l'IRM et l'université de Gand. Ceux-là l'ont fait volontairement.

Il est clair que ce défi exige la coopération de toutes les entités autorisées. La coopération est la clé du succès. Je suis donc heureux que ce message soit fait dans les nombreuses réponses que j'ai déjà reçues. Les retours, souvent très exhaustifs par contre, sur l'étude du Cerac s'accompagnent toujours de l'acceptation de la main tendue pour une meilleure coopération et une meilleure coordination. Je ne manquerai pas de vous donner une mise à jour dès que toutes les réponses auront été reçues en vue de la Conférence interministérielle. Il n'est pas dans mes habitudes d'être délateur, mais il est clair que si je ne devais pas recevoir de réponse de certaines entités, je n'hésiterais pas un seul instant à le faire savoir.

En début de semaine, j'étais au Conseil européen "Environnement". Le problème des feux de forêt est venu sur la table. Les collègues en parlent et tentent d'agir. La Belgique n'est pas une île au milieu de l'océan. Nous avons des voisins. Comment pouvez-vous avoir confiance en vos collègues pour intervenir en cas de besoin si vous n'êtes pas capable de leur montrer un plan d'ensemble? La Palice en aurait dit autant. Cela ne me rassure pas de savoir que certains collègues sont dans la même situation. Je m'inquiète car certains n'ont pas compris que le réchauffement climatique ne s'arrête pas dans le sud de l'Europe.

12.03 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Merci, monsieur le ministre. J'entends votre indignation, j'entends votre volonté de réunir tous les acteurs autour de la table, autour d'un plan d'action, mais ce ne sont pas vos larmes qui vont éteindre les incendies. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation extrêmement critique.

Certains n'ont pas conscience du danger. Alors qu'auparavant chacun prétendait agir pour l'environnement, pour le climat et avoir un volet assez étoffé dans son programme concernant ces sujets, aujourd'hui, on voit bien qu'il y a une forme de recul quant à l'importance de ces enjeux. C'est extrêmement préoccupant, parce que des populations sont en danger, et des professionnels ne sont pas équipés comme il le faudrait. Nous savons qu'il faudrait équiper nos pompiers de plusieurs hélicoptères pour qu'ils puissent intervenir efficacement sur certains feux, mais ils n'ont pas ce matériel à disposition.

Des investissements stratégiques doivent aussi être pensés dans ce registre-là, et pas uniquement dans le volet purement militaire, alors que certains investissements pourraient, en fait, relever de l'un et de l'autre. Dans quelle mesure pouvez-vous aussi implémenter cette dimension-là dans les plans stratégiques de votre collègue Francken? Ce n'est pas avec des tanks qu'on va éteindre des incendies et des feux de forêt géants. Or, cette menace-là, elle est ici et maintenant.

Vous avez un rôle de coordination et votre mission est par nature compliquée, parce qu'elle est éminemment dépendante de la bonne volonté de vos collègues aux différents niveaux. Mais votre mission consiste aussi à donner un cap et à ouvrir la voie avec des initiatives concrètes. Et nous avons parfois du mal à les entendre. On entend qu'il y a la volonté d'activer des collègues européens, d'activer les communes, les provinces, les autres ministres. Je pense que nous devrions pouvoir lire, ici au Parlement, le plan que vous voulez suivre dans les prochaines années.

Concernant les courriers, vous pouvez dire à vos collègues qu'on vous aurait de toute façon demandé qui avait répondu ou pas. Donc, vous n'aurez pas forcément le mauvais rôle dans cette affaire.

Merci, monsieur le ministre. J'espère pour vous que de nombreux feux ne se déclencheront pas cet été, parce que, sinon, vous allez avoir peu de vacances pendant les semaines qui viennent. Sinon, je vous souhaite quand même de bons congés.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

13 Vraag van Sam Van Rooy aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie) over "Het al dan niet sturen van een delegatie naar de VN-klimaatop" (56006830C)

13 Question de Sam Van Rooy à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat et Transition environnementale) sur "L'envoi ou non d'une délégation au sommet des Nations Unies sur le climat" (56006830C)

13.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, misschien sluit ik af met een positieve noot. Dat zal van u afhangen.

Als het goed is, zeg ik het ook. Het Vlaams Parlement stuurt in 2025 geen delegatie naar de VN-klimaatop die in november 2025 plaatsvindt in Bélem, een Braziliaanse stad in het Amazonegebied. De top veroorzaakt zelf te veel milieuschade en de kosten zijn naar verluidt niet te verantwoorden.

Mijn vraag aan u is dan ook evident. Volgt de federale regering dat goede voorbeeld? Of zal ze toch een delegatie sturen naar de VN-klimaatop? Zo ja, kunt u dan toelichten wie daar precies aanwezig zal zijn en welke kosten daaraan zijn verbonden?

13.02 Minister Jean-Luc Crucke: U hebt in het regeerakkoord en in mijn beleidsnota kunnen lezen dat de federale regering zich engageert in de strijd tegen de klimaatverandering in overeenstemming met de afspraken van het Akkoord van Parijs.

De VN-klimaatconferentie COP30 speelt daarin een belangrijke rol. België kan het zich niet veroorloven om afwezig te blijven op een belangrijke multilaterale vergadering zoals de COP30. Zelfs als de Europese Unie met één stem spreekt op de COP, is het wel degelijk belangrijk dat wij de belangen van ons land kunnen verdedigen op nationaal en internationaal niveau. De federale regering zal dus inderdaad actief deelnemen aan de delegatie die ons land naar de COP30 stuurt.

Ik kan u wel melden dat ik samen met de gewestelijke collega's en op mijn initiatief bekijk op welke manier we de ecologische voetafdruk van de jaarlijkse internationale conferenties en van onze delegaties die daaraan deelnemen, aanzienlijk kunnen beperken: met minder ministers, minder medewerkers, maar meer jongeren en met een kleinere, efficiëntere COP-delegatie die opnieuw gericht is op haar primaire taak, namelijk het klimaat. Ik heb een algemene vermindering van de delegatie met bijna 40 % voorgesteld.

Zoals daarnet aangegeven, hebben mijn Vlaamse en Waalse collega's daarmee al ingestemd. Ik betreurt het stelligst dat dat niet het geval is voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en hoop dat mijn Brusselse collega's zich alsnog bij onze doelstelling zullen aansluiten.

13.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, steeds meer mensen in dit land zijn de spilzucht van de overheid meer dan beu. De zoveelste klimaatop is, zoals we weten, een decadent en vervuilend en dus hypocriet klimaatcircuit waar niets goeds uit voortkomt. Integendeel, politici en beleidsmakers worden er opgejut om burgers en bedrijven nog meer financieel uit te persen, zogezegd om het klimaat te redden.

De belastingbetaler moet dus betalen voor een hypocriet klimaatcircuit, waar nota bene wordt beslist dat diezelfde belastingbetaler nog niet genoeg betaalt voor de CO₂-waan. Mijnheer de minister, laat de zomer er overgaan en hopelijk begrijpt u dan hoe boos steeds meer mensen daarover worden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter:** Met die positieve noot kan ik de minister bedanken voor zijn komst, en uiteraard ook de vraagstellers. Tot een volgende vergadering.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.04 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16 h 04.*